



iiied

Dossier no. 142

Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides ?

Ced Hesse
James MacGregor

Octobre 2006



**PASTORAL
CIVIL SOCIETY**
In East Africa





Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides ?

Développement d'un cadre économique
pour l'évaluation du pastoralisme en
Afrique de l'Est

Ced Hesse
James MacGregor



Remerciements

Les auteurs souhaiteraient remercier les personnes suivantes pour leurs remarques très constructives et pour leurs conseils sur les différentes versions de cet article : Ed Barrow, Tor Arve Benjaminsen, Lorenzo Cotula, Maryanne Grieg-Gran, Mike Norton-Griffiths, Ian Scoones, Jesper Stage, Jeremy Swift, Brigitte Thébaud, Su Fei Tan et Camilla Toulmin. Toute omission ou toute erreur qui s'y serait introduite ultérieurement serait purement de notre fait.

L'article s'inspire en partie des conclusions de trois études de cas nationales commanditées par le Programme régional sur le renforcement de la société civile pastorale en Afrique de l'Est (PCS-EA). Le lecteur pourra se procurer une copie de ces rapports sur simple demande.¹ L'IIED et le Resources Conflict Institute (RECONCILE) ont conjointement mis en œuvre le programme PCS-EA grâce au cofinancement du Civil Society Challenge Fund du Département pour le développement international (DFID) britannique, de la Section Ressources naturelles et Environnement de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) de Berne en Suisse, du projet ERETO II de la coopération danoise (DANIDA) en Tanzanie, et de Irish Aid Tanzania.² Des fonds supplémentaires pour la préparation de cet article ont été fournis par Oxfam-Ireland en Tanzanie.

Traduit de l'anglais par Maryck Nicolas-Holloway, Tradwise Plus Ltd.

A propos des auteurs

Ced Hesse est directeur du programme Zones Arides au sein du groupe des Ressources Naturelles de l'IIED. Ses travaux actuels se concentrent sur la recherche-action orientée sur les politiques, sur la formation à l'appui de la société civile pastorale en Afrique de l'Est et de l'Ouest et sur la gestion communautaire des ressources naturelles dans le contexte de la décentralisation.

Auparavant, il a travaillé pour le Centre International de l'Élevage pour l'Afrique où il menait des recherches sur la dynamique socioéconomique des ménages peuls dans le nord du Mali, pour Oxfam-GB au Mali, au Burkina Faso et au Niger où il gérait un programme régional d'alerte précoce pour lutter contre la sécheresse et l'insécurité alimentaire ; il est co-fondateur du Réseau d'information des terres arides (ALIN/RITA) basé à Dakar, au Sénégal.

IIED, 4 Hanover Street, Edimbourg EH2 2EN, GB. Tél. : +44 (0)131 624 7043.

Courriel : ced.hesse@iied.org

James MacGregor est chercheur du programme Economie de l'Environnement au sein du groupe des Marchés Durables de l'IIED. Ses travaux actuels sont axés sur la promotion des petits producteurs dans les marchés à l'exportation du continent africain et sur le développement de la conservation par le biais d'un tourisme durable dans les grands espaces de Srepok au Cambodge. Auparavant, il travaillait pour le ministère de l'Environnement et du Tourisme en Namibie où il menait des recherches orientées sur les politiques portant sur les interactions entre l'environnement et les moyens de subsistance.

IIED, 3 Endsleigh Street, Londres WC1H 0DD, GB. Tél. : +44 (0)207 388 2117.

Courriel : james.macgregor@iied.org

1. (i) Nyariki, D.M. (2004). (ii) Muhereza, F.E. (2004). (iii) Madulu, N.F. & Liwenga, E. (2004).

2. Pour obtenir un complément d'information sur le programme PCS-EA, consultez

<http://www.iied.org/NR/drylands/themes/supporting.html>

Table des matières

Liste des abréviations	iv
Résumé.....	1
1. Introduction	3
2. Les défis que soulève l'évaluation du pastoralisme	6
2.1 Définition du pastoralisme	6
2.2 Des préjugés qui orientent la politique	9
2.3 Absence de données fiables et pertinentes	11
3. Valeur économique totale du pastoralisme	16
3.1 Valeurs directes du pastoralisme	18
3.2 Bénéfices indirects du pastoralisme	27
4. Conclusion	31
Bibliographie	33

Liste des abréviations

ACA	Analyse coûts-bénéfices
ASAL	Terres arides et semi-arides
ASCA	Analyse sociale coûts-bénéfices
CRN	Comptabilité des ressources naturelles
DDC	Centre de développement des zones arides
DDC	Direction du Développement et de la Coopération (Suisse)
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Élevage
IMPD	Initiative mondiale pour un pastoralisme durable
PFNL	Produits forestiers non ligneux
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RECONCILE	Resources Conflict Institute
UICN	Union mondiale pour la nature
VET	Valeur économique totale

Résumé

- Nombre de législateurs en Afrique de l'Est ont des **préjugés** quant à la valeur du pastoralisme en tant que système d'utilisation des terres et le considèrent comme étant économiquement inefficace et néfaste pour l'environnement.
- Pourtant, cela **ne s'appuie aucunement sur des preuves**. Non seulement il n'existe pas de consensus quant au modèle économique dynamique du pastoralisme, mais encore il n'existe pas de dispositif pour informer la prise de décision du gouvernement quant aux avantages qu'il présente par rapport à d'autres utilisations des terres.
- Les statistiques nationales existantes sont **insuffisantes** et **inexactes**. *Les valeurs directes* du pastoralisme comprennent la production de lait, de viande et de peaux comme moyens de subsistance et à l'exportation, mais celles-ci sont rarement reprises dans les comptes nationaux, même sous forme de contributions au secteur formel. Les *valeurs indirectes* du pastoralisme comprennent les recettes tirées du tourisme, l'utilisation durable des terres et la gestion des risques dans des environnements déséquilibrés, la conservation de la biodiversité et l'amélioration des recettes agricoles, mais ces valeurs sont elles aussi rarement comptabilisées dans les statistiques nationales ou reconnues par les législateurs.
- Par conséquent, les gouvernements **sous-estiment le pastoralisme** et promeuvent des politiques qui, en cherchant à le transformer voire à le remplacer, créent un cercle vicieux d'appauvrissement, de conflit et de dégradation environnementale des zones arides.
- Le pastoralisme est un système de subsistance **varié** et **dynamique** qui intègre l'élevage à d'autres activités, y compris l'agriculture et les produits forestiers non ligneux (PFNL). Si l'élevage est certes pratiqué pour des raisons économiques, celles-ci s'inscrivent dans de solides objectifs culturels, sociaux et environnementaux. De surcroît, le pastoralisme est bien adapté aux milieux arides dont il est capable de tirer des recettes honorables tant bien même que ces milieux sont caractérisés par des ressources rares et instables.
- Le pastoralisme est un **système d'utilisation des terres rationnel et économique** au sein duquel on recherche un rendement optimal du capital investi, que ce soit en termes économiques, sociaux ou environnementaux. La démonstration de la logique qui sous-tend les systèmes pastoraux exige une "mise au point" de la conceptualisation des modèles économiques rationnels plutôt que leur réinvention.
- Pour estimer la valeur du pastoralisme, il faut un **nouveau cadre conceptuel** qui sache dépasser les critères économiques classiques afin de fournir un nouvel aperçu de sa contribution à la réduction de la pauvreté, à la gestion durable de l'environnement et au développement économique des zones arides d'Afrique de l'Est dans un contexte d'incertitudes climatiques toujours croissantes. Cet article propose un tel cadre.





Pasteurs vendant du bétail à des commerçants en bétail au marché de Meserani dans le district de Monduli, Arusha, Tanzanie

1. Introduction

Tous les gouvernements d'Afrique de l'Est se sont embarqués dans un ordre du jour radical de réforme institutionnelle centrée sur la modernisation du secteur agricole en guise de moteur du développement économique pour la réduction de la pauvreté.³ Dans ce contexte, le remplacement du pastoralisme soit par un secteur d'élevage à l'instar des modèles occidentaux soit par d'autres systèmes d'utilisation des terres est promu comme un objectif primordial. Les terres pastorales ont des allures de peau de chagrin et ainsi s'évanouissent les opportunités qu'ont les communautés pastorales de gagner raisonnablement leur vie. Des facteurs politiques et économiques s'associent pour remplacer les pâturages pastoraux par d'autres utilisations des terres soi-disant plus avantageuses. Cet article se penche sur ces questions. Il demande si le remplacement de l'accès des pasteurs aux meilleurs pâturages par d'autres utilisations commerciales des terres est bien une décision rationnelle et efficace, d'autant plus que la valeur du pastoralisme en tant que mode d'utilisation des terres (que ce soit par rapport à d'autres usages fonciers ou en termes de sa contribution à l'économie nationale) est mal connue. Il est clair que le pastoralisme a des fonctions sociales et des retombées sur son environnement. Mais sans meilleures données, il est difficile de procéder à une analyse classique des coûts-bénéfices. Si les impacts sociaux peuvent être capturés par le biais d'une analyse étendue des coûts-bénéfices (c.à.d. une analyse sociale des coûts-bénéfices), l'évaluation des impacts environnementaux, beaucoup moins tangibles, notamment sur des plages de temps relativement courtes (par ex. 2 à 3 ans), exige des outils plus sophistiqués. La valeur économique totale (VET) est un outil de ce type qui brosse un tableau plus complet de l'impact et de la valeur du pastoralisme.

La VET mesure les valeurs marchandes et non marchandes que les gens attribuent à un secteur donné. Elle donne un agrégat des valeurs principales ou des avantages fournis par un écosystème donné, y compris des valeurs d'usage et de non-usage. L'analyse VET vise à fournir des données élémentaires pour enrichir d'autres types d'analyses communément utilisées, telles que l'ASCA (analyse sociale des coûts-bénéfices), qui est un outil de plus en plus répandu dans la prise de décision publique lorsque les marchés ne parviennent pas à donner des résultats performants. La VET a été principalement utilisée pour capturer et ordonner des données et des informations afin de préserver des zones environnementales sous-protégées, tout particulièrement des aires de conservation. Il existe un lien étroit entre le secteur pastoral et les actifs environnementaux ; les deux sont sous-protégés, sous-estimés et les victimes involontaires d'une politique mal informée, d'incitations contrariantes et des interventions des donateurs. La VET a également été utilisée à d'autres fins : pour estimer les services du Conseil de l'Europe, les ranchs de montagne aux Etats-Unis, la déforestation en Amazonie, la réduction des accidents en Californie, le secteur de l'élevage canadien et le cheptel des Boranas en Ethiopie (voir Zander, 2005).

3. Programme de modernisation de l'agriculture (Ouganda) ; Stratégie de revitalisation de l'agriculture (Kenya) et Programme de développement du secteur agricole (Tanzanie).



Le recul du pastoralisme est un cercle vicieux : l'utilisation pastorale des terres est sous-estimée ; bien souvent les terres à vocation pastorale sont jugées ne servir à rien et d'autres groupes d'utilisateurs se les approprient à d'autres fins, ce qui rend le pastoralisme moins viable et ce qui expose les terres à un manque de soin et à de nouveaux risques d'appropriation à d'autres fins. Ceci représente une occasion manquée de capitaliser sur le potentiel économique considérable que présente ce système de conditions de vie,⁴ notamment dans les régions arides et semi-arides d'Afrique de l'Est. Ces zones ne sont pas adaptées à une agriculture généralisée ni à des formes plus intensives ou sédentaires d'élevage. Par conséquent, investir dans le pastoralisme est assorti d'un faible coût d'opportunité. Le pastoralisme offre la manière la plus rentable de subvenir aux besoins d'une population relativement élevée dans ces zones moyennant des coûts environnementaux minimes. En outre, et c'est peut-être là le point le plus important, il offre aux gouvernements d'Afrique de l'Est une superbe occasion de capitaliser sur la rapide croissance à laquelle on s'attend pour la demande en produits de l'élevage dans les 15 à 20 prochaines années (Delgado *et al.*, 1999). Enfin, le fait de continuer de négliger le pastoralisme est assorti de coûts potentiels énormes car la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les conflits vont sans doute croître à mesure que la population locale va voir s'éroder la base de ses moyens de subsistance et lutter pour sa survie.

Certains des préjugés (Encadré 1) ressemblent plus à des justifications politiques et économiques de l'inaction en matière d'enjeux pastoraux. Mais l'avenir du pastoralisme exige plus qu'une belle prestation en relations publiques ; il faut d'abord l'examiner sous toutes ses coutures. L'absence de cadre conceptuel approprié et de système de suivi adapté pour identifier et surveiller les contributions réelles et variées du pastoralisme est un handicap majeur.

Cet article soutient que le pastoralisme apporte une contribution notable à la société et que, moyennant une compréhension, une planification et une collecte des données de meilleure qualité, sa valeur peut être démontrée. Il adopte une approche de VET remaniée afin d'identifier la gamme de valeurs qui peuvent être attribuées au pastoralisme. Dans un secteur aussi informel que le pastoralisme, il n'est pas simple de déterminer les biens et les services générés, pour qui ils comptent le plus et la façon de les mesurer. Nombre des biens et des services ne sont pas négociés sur les marchés commerciaux et, par conséquent, ils n'ont pas de valeur marchande aisément calculée. Partout où cela est possible et opportun, la valeur des biens et services non marchands doit être mesurée et exprimée en termes monétaires de façon à pouvoir être évaluée suivant la même échelle que les éléments négociés commercialement.

L'objectif premier de cet article est donc de contribuer à des débats et à une analyse de ceux qui pourraient être les paramètres fondamentaux d'un cadre d'évaluation économique susceptible de mesurer la contribution du pastoralisme aux économies nationales d'Afrique de l'Est.⁵ La présentation du cadre VET dans cet article vise à

4. "Livelihood system" en anglais

5. Le Programme régional pour l'Afrique de l'Est de l'UICN, L'Initiative mondiale pour le pastoralisme durable et le Centre de développement des zones arides (DDC) du PNUD sont tous impliqués dans diverses initiatives de recherche qui touchent à l'économie des terres arides en Afrique de l'Est.

amorcer un débat sur ce thème, ses complexités et les défis conceptuels et méthodologiques qu'il soulève. Et elle convie les tiers à en élaborer des versions plus sophistiquées ! Un tel débat contribuera à la conception d'une méthodologie mieux adaptée à l'évaluation des bénéfices du pastoralisme, qui sache aller au-delà des critères classiques ayant trait à l'élevage et aux produits dérivés (viande, lait, peaux et cuirs).

Si cet article se concentre sur l'Afrique de l'Est, l'essentiel de l'analyse s'applique tout autant aux systèmes pastoraux des autres régions d'Afrique.

Encadré 1. Préjugés concernant le pastoralisme

- Le pastoralisme nomade est une forme de production archaïque et dépassée ; il faut y introduire des méthodes scientifiques modernes.
- La mobilité est intrinsèquement rétrograde, superflue, chaotique et perturbatrice. C'est une méthode prédatrice et extractive d'utiliser les ressources.
- La plupart des parcours sont dégradés en raison du surpâturage pastoral.
- Les pasteurs africains ne vendent pas leurs animaux ; ils préfèrent les stocker, les admirer et composer des poèmes à leur sujet.
- Les pasteurs ne contribuent guère à l'économie nationale.
- La productivité du pastoralisme est très faible. L'élevage sédentaire est plus productif que les systèmes mobiles et il utilise moins de ressources et moins d'espace que les systèmes pastoraux mobiles.
- Les pasteurs ont besoin de se sédentariser pour pouvoir bénéficier des services.
- Tous les pasteurs sont riches ; ou bien au contraire, tous les pasteurs sont pauvres et vivent dans l'insécurité alimentaire.
- Parce qu'ils sont les propriétaires du cheptel qu'ils contrôlent, les hommes sont les "vrais" pasteurs et les femmes dépendent d'eux pour leurs moyens de subsistance.

Source : PNUD (2003) ; Hodgson (2000, 1999).

2. Les défis que soulève l'évaluation du pastoralisme

2.1 Définition du pastoralisme

La définition du pastoralisme n'est pas chose facile. Les systèmes pastoraux en Afrique de l'Est sont complexes, variés et extrêmement dynamiques car les pasteurs s'efforcent de s'adapter à des conditions sociales, politiques et économiques en perpétuelle évolution aux niveaux local, national et régional. Ils englobent les Massaï relativement sédentarisés du sud-Kenya qui gèrent des stratégies de subsistance hautement diversifiées et ne sont que partiellement dépendants de l'élevage, les tribus Karimojong agropastorales qui peuplent le nord-est de l'Ouganda, les tribus nomades hautement mobiles du Turkana, les Somali et les Rendile qui pratiquent principalement l'élevage camelin dans les zones arides du nord-est du Kenya, et les Massaï des hauts plateaux de Ngorongoro en Tanzanie.

Il y a aussi d'énormes différences au sein même des communautés pastorales. Certains ménages sont riches, d'autres extrêmement pauvres. Il n'y a pas non plus d'idéal purement pastoral. Certaines familles sont fortement tributaires de l'élevage pour subvenir à leurs besoins, d'autres moins. Dans certains cas, les foyers pratiquent un élevage essentiellement basé sur la subsistance ; d'autres cherchent à diversifier leurs activités tout en conservant quelques bêtes ; d'autres encore ont besoin d'options de sortie pour ne pas finir dans le dénuement total. Le genre est aussi un élément vital qui définit non seulement la répartition des tâches mais aussi l'accès et le contrôle des principaux facteurs politiques, économiques et sociaux de production et de reproduction (Hodgson, 1999 ; 2000). S'il est difficile d'encapsuler cette diversité dans une définition qui puisse couvrir tous ces aspects, la plupart des systèmes pastoraux affichent, à divers degrés, un certain nombre de caractéristiques communes (Encadré 2).

Encadré 2. Principales caractéristiques des différents systèmes pastoraux d'Afrique de l'Est

- Les familles dépendent du bétail pour une proportion notable de leur alimentation et de leur revenu.
- De nombreux pasteurs pratiquent l'agriculture et exercent d'autres activités économiques pour subvenir à leurs besoins.
- L'élevage couvre à la fois des besoins de subsistance (surtout le lait) et des besoins commerciaux (par ex. la vente de bêtes pour acheter des denrées, payer les impôts, etc.).
- Les troupeaux sont principalement composés d'espèces autochtones et croisées.
- Le troupeau représente plus qu'un simple atout économique. C'est aussi un capital social, culturel et spirituel. Il définit et confère une identité sociale et un degré de sécurité.
- Le troupeau dépend des pâturages naturels pour se nourrir, y compris des résidus de cultures dans certains systèmes.
- Le pastoralisme dépend du travail et du savoir-faire de tous les membres de la famille, généralement organisés par genre et par âge.
- Parmi les principales stratégies de gestion du cheptel figurent : la mobilité du troupeau, sa diversification, l'élevage de plusieurs espèces d'animaux dans un même troupeau, la fragmentation du troupeau et la rétention d'une forte proportion de femelles.
- Les ressources naturelles sont gérées selon une combinaison de régimes de propriété privée et collective aux termes desquels l'accès aux pâturages et à l'eau est négocié et dépend d'accords réciproques.
- Le pastoralisme est évolutif et se caractérise par l'adaptation aux contraintes extérieures telles que les changements climatiques et économiques et aux opportunités qui se présentent.

Le pastoralisme est aussi défini par la dynamique des écosystèmes des zones arides et par les objectifs de subsistance des communautés pastorales en réponse aux principaux moteurs du marché et de l'environnement. Il est vital de comprendre la dynamique de ces moteurs pour apprécier la logique du pastoralisme en Afrique de l'Est.

Une pluviométrie faible, imprévisible, dispersée et variable d'une saison à l'autre et d'une année sur l'autre est caractéristique des zones arides d'Afrique de l'Est. La variabilité des précipitations est normale dans ces régions et représente le facteur le plus important pour déterminer la quantité et la qualité des pâturages naturels et de l'eau dont dépend la majorité du bétail des systèmes pastoraux et agropastoraux pour sa survie.⁶ Face à cette variabilité, les familles pastorales s'efforcent de jongler avec trois facteurs dont dépend le succès du pastoralisme :

- **Le nombre d'animaux par rapport aux disponibilités en eau et en pâturages naturels**, notamment durant la saison sèche. S'il y a trop d'animaux, le cheptel familial ne trouvera pas suffisamment de pâturages et les animaux perdront du poids, s'affaibliront et seront plus vulnérables aux maladies. On court aussi le risque d'un surpâturage et d'une dégradation des ressources, tout particulièrement si la mobilité du troupeau est bridée. D'un autre côté, s'il y a trop peu d'animaux, les familles pastorales perdent l'occasion d'avoir un plus gros troupeau et donc une meilleure garantie contre une sécheresse à venir. Elles perdent aussi l'accès aux divers bénéfices internes que confère un plus gros cheptel, par ex. une amélioration du niveau de vie et un plus grand bien-être social, tout en courant le risque d'une dégradation des ressources par sous-pâturage (Kinyamario et Imbamba, 1992 ; Naveh et Kutiel, 1990).⁷
- **L'équilibre entre les paramètres de taille et de ratio âge-sexe du troupeau et ceux de la famille** dont il faut couvrir les besoins. Si la famille est trop petite ou composée de beaucoup de jeunes enfants ou de personnes âgées ou d'une mauvaise répartition du nombre d'hommes et de femmes, le troupeau risque d'être mal géré, notamment pendant la saison sèche quand les travaux pastoraux demandent souvent plus de main-d'œuvre (par ex. pour abreuver les bêtes et les conduire aux pâturages alors plus éloignés). La mauvaise gestion peut se traduire par une production de lait plus faible et par des animaux moins résistants aux maladies et à la fatigue. Mais si la famille est trop nombreuse par rapport à la taille et à la composition du troupeau, les besoins de subsistance, notamment en lait, ne pourront pas être couverts et de plus en plus de bêtes devront être vendues pour acheter des céréales et d'autres denrées. Avec le temps, la famille perdra son troupeau et tombera dans le dénuement si elle ne parvient pas à trouver une autre forme de subsistance pour subvenir à ses besoins.
- **D'autres rôles et relations du marché**, qui ont pour but premier de répartir le risque actuel et futur par la constitution d'un portefeuille varié. A ce titre, on peut citer les sources de revenu autres que l'élevage, telles que les produits forestiers non ligneux (PFNL) et les accords réciproques avec d'autres pasteurs ou des agriculteurs sédentaires.

6. En Afrique de l'Est, la topographie, la gestion des feux, la fertilité du sol et l'intensité du pâturage sont d'autres facteurs clés mais secondaires de la quantité et de la qualité des pâturages.

7. La sous-utilisation des pâturages peut donner lieu à un envahissement par les broussailles et la colonisation des parcours par des espèces non apprêtées.



Un objectif primordial des familles pastorales est le maintien d'un équilibre optimal entre pâturages, cheptel et ménages dans un environnement variable et très précaire en vue de satisfaire leurs besoins immédiats et futurs. Leur aptitude à maintenir cet équilibre dans des limites acceptables est une caractéristique clé de leur système de subsistance basé sur des stratégies sociales, économiques et environnementales complexes (Thébaud, 2004 ; 2002).⁸

Il faut constamment tout mener de front, ce qui exige des familles qu'elles optimisent la taille et le rendement de leur cheptel durant les bonnes années afin de générer un excédent pour faire face aux inévitables mauvaises années. Il ne s'agit pas seulement d'augmenter le cheptel, mais aussi de nourrir les relations et les réseaux sociaux qui s'avéreront des facteurs déterminants dans la survie du ménage et de son cheptel face à la sécheresse, la maladie ou aux vols de bétail. La stratégie consiste à optimiser l'utilisation des ressources sans compromettre leur durabilité à plus long terme. Les pasteurs sont des gestionnaires de l'environnement très rigoureux qui ont mis au point une gamme de stratégies pour leur permettre de s'adapter au milieu dans lequel ils vivent plutôt que de le modifier ou de l'endommager (Encadré 3).

Encadré 3. Stratégies pastorales pour préserver un équilibre optimal entre pâturages, bêtes et humains

- Elever différentes espèces et différentes races de bétail afin d'optimiser l'utilisation des différents créneaux écologiques, notamment durant la saison sèche lorsque les ressources sont rares.^(a) Les races autochtones sont davantage capables d'optimiser l'utilisation de ressources précaires et sont plus résistantes à la maladie et à la sécheresse.^(b)
- Contrôler l'accès à l'eau pour gérer l'utilisation des pâturages, notamment pendant la saison sèche.
- Gérer la composition en termes d'âge et de sexe du troupeau et attribuer différents droits d'utilisation sur différents animaux afin de couvrir les besoins quotidiens de la famille tout en préservant la viabilité future de la famille et du troupeau. Ici, la gestion comprend la vente de mâles mûrs ou de femelles non reproductrices sur des marchés au bétail traditionnels.
- Pratiquer la mobilité afin de repérer de nouveaux pâturages ; éviter le surpâturage et les maladies, les conflits ou les conditions de sécheresse.
- Fragmenter les troupeaux afin de réduire les risques de surpâturage, l'exposition aux maladies et autres risques.
- Investir dans des bêtes, particulièrement des femelles fertiles, afin d'étoffer la taille du troupeau en guise d'assurance contre la sécheresse, la maladie et les vols de bétail.
- Sélectionner des animaux non seulement sur la base des valeurs culturelles, mais aussi selon leur potentiel génétique (par ex. résistance à la sécheresse, fertilité, bons rendements de lait, etc.).
- Prêter les animaux "excédentaires" pour couvrir les besoins de subsistance d'une famille ou d'amis pour les aider à reconstituer leurs troupeaux et développer des relations sociales en guise de capital social comme garantie contre la sécheresse et autres risques. Cela permet aussi aux familles de maintenir un équilibre fonctionnel entre le troupeau et la taille de la famille.

Nota

(a) Les bovins et les ovins sont les principaux brouteurs qui se nourrissent d'herbes, tandis que les camelins et les caprins peuvent survivre dans des environnements plus hostiles en broutant des feuilles et en se nourrissant des baies et fruits des arbres.

(b) La capacité d'engraissement rapide des zébus au cours de la saison des pluies (croissance compensatoire).

8. Le taux de croissance relativement lent du bétail en Afrique de l'Est (de l'ordre de 2 à 3 % par an) ainsi que sa vulnérabilité aux chocs extérieurs tels que la sécheresse ou la maladie compliquent encore la tâche.

En cherchant à évaluer le pastoralisme, il est essentiel de reconnaître que c'est bien plus qu'un simple système de production basé sur l'élevage et que ce n'est pas non plus une forme traditionnelle de ranching. Il s'agit plutôt d'un système de conditions de vie qui intègre l'élevage à de nombreuses autres activités, en tant qu'activité économique rationnelle ayant de puissants objectifs sociaux, environnementaux et culturels. C'est un système réglementé par l'écologie et par des modes complexes de structure sociale, politique et économique, qui sait s'adapter aux opportunités et aux contraintes que présentent les économies africaines d'aujourd'hui tout en minimisant souvent les coûts environnementaux (Homewood, 1993). Il est très varié, différencié par le genre, l'ethnicité et la richesse, et caractérisé par une dynamique marquée où les différents groupes et membres du ménage s'adaptent en fonction de l'évolution des circonstances sociales, politiques, économiques et environnementales à différents niveaux.

2.2 Des préjugés qui orientent la politique

Ces mots illustrent les préjugés ancrés dans les esprits de bon nombre de décideurs en Afrique à propos des pasteurs et de leur mode de vie. La perception dominante du pastoralisme chez les décideurs des pays d'Afrique ayant une importante population pastorale est négative. Il est jugé être une utilisation inefficace des terres qui ne contribue pas à la croissance nationale, à la réduction de la pauvreté ni à une gestion durable de l'environnement. Nombre de gouvernements le considèrent comme étant un système rétrograde et néfaste pour l'environnement et estiment qu'il empêche leur pays de développer un secteur moderne d'élevage. Ces préjugés ont un impact direct sur l'élaboration de politiques et conduisent bon nombre de décideurs à conclure que le pastoralisme n'a pas sa place dans la société moderne africaine car il n'apporte pas d'avantages économiques proportionnels à ses exigences en termes fonciers (Encadré 4).

“Nous prendrons des mesures réfléchies pour améliorer le secteur de l'élevage. Notre peuple doit évoluer ; d'éleveurs nomades, il doit se transformer en éleveurs modernes sédentaires. Nous prendrons des mesures pour améliorer les pâturages, les soins vétérinaires, les bains antiparasitaires et les ventes aux enchères. Toutes les régions, tous les districts et toutes les collectivités se doivent de désigner des terres pastorales, tout particulièrement dans les zones où il y a beaucoup d'élevage.”⁹

Pourtant, cela ne s'appuie aucunement sur des preuves. Non seulement il n'existe pas de consensus quant au modèle économique dynamique du pastoralisme, mais il n'existe pas non plus de dispositif pour informer la prise de décision du gouvernement quant aux avantages comparatifs qu'il présente par rapport à d'autres utilisations des terres. Même lorsque les politiques soutiennent vaguement le pastoralisme (par ex. la politique nationale du Kenya pour le développement durable des terres arides et semi-arides, Kenya 2005), elles prônent toujours un accroissement de sa productivité par le biais d'une "modernisation" (Encadré 4). Ces préjugés négatifs se traduisent par des investissements publics minima en faveur du développement pastoral tandis que, parallèlement, des efforts sont déployés afin de le moderniser ou de le remplacer en confisquant les terres et les autres ressources naturelles dont il dépend pour les consacrer à d'autres usages.

9. Discours du Président de la République Unie de Tanzanie, Son Excellence Jakaya Mrisho Kikwete, lors de l'inauguration de la quatrième phase du Parlement de la République Unie de Tanzanie, Parliament Buildings, à Dodoma le 30 décembre 2005 (notre traduction).

Encadré 4. Points de vue politiques sur le pastoralisme

- ...bien qu'il existe des forces motrices valides en faveur de leurs mouvements, les pasteurs font plus de mal que de bien à l'économie nationale en raison de leur mobilité continue... La mobilité aléatoire nourrit des conflits avec les agropasteurs (notamment les agriculteurs) et rend le contrôle des maladies plus difficile (République unie de Tanzanie, 2001, p. 32).
- L'une des faiblesses du droit d'usage en commun est qu'il ne confère pas d'incitations et de sanctions suffisantes pour une utilisation efficace et une gestion des ressources partagées, ce qui débouche sur ce que l'on appelle couramment la "tragédie des communs" (République du Kenya, 2005, p. 7).
- Une meilleure productivité en termes de rendement par unité de surface ou par tête de bétail est envisagée comme l'un des principaux chantiers de la transformation agricole aux termes du Plan pour la Modernisation de l'Agriculture. Cette faible productivité en Ouganda est imputable à une absence quasi-totale d'intrants modernes tels que... des variétés améliorées de cultures ou de races de bétail (République de l'Ouganda, 2005).
- Nous produisons peu de lait, nous exportons très peu de viande de bœuf et nos éleveurs sillonnent le pays avec leurs bêtes en quête de pâturages. Nous devons nous débarrasser des méthodes archaïques d'élevage ! C'est la raison pour laquelle je crée un ministère distinct chargé de l'élevage (S. E. Jakaya M. Kikwete, Président de la Tanzanie lors d'une conférence de presse annonçant la composition de son Cabinet, le 4 janvier 2006).
- Le besoin de faciliter la restructuration de l'économie pastorale au fil du temps par rapport à une économie pilotée par le marché, où l'on accède aux principaux intrants par les voies du marché plutôt que par des réseaux sociaux comme c'est le cas actuellement... L'amélioration de la productivité pastorale en modernisant à la fois l'environnement et la composition génétique du cheptel par le biais d'une sélection et de meilleures pratiques d'élevage (République du Kenya, 2005, p. 28).
- A terme, un programme exhaustif, y compris la fourniture d'eau et de pâturages, pourrait être conçu pour limiter la migration saisonnière et les conflits. Des projets de sédentarisation semblables à ceux adoptés par le gouvernement kényan pour les Pokot devraient être envisagés (République de l'Ouganda, 2002b. Cité dans Markakis, 2004).

Les politiques qui privent les pasteurs de leurs terres – particulièrement leurs meilleures terres dont dépend leur aptitude d'atténuation des risques et d'optimisation de la résistance – pour les convertir en zones de conservation ou réservées à la pratique d'une agriculture irriguée souvent commerciale perpétuent un cercle vicieux qui accroît la pauvreté, les conflits liés aux ressources et la dégradation de l'environnement, ce qui renforce les préjugés et les malentendus qui gravitent déjà autour du pastoralisme en tant que système de subsistance. La persistance de ces préjugés est paradoxale compte tenu de la myriade de recherches qui existent et démontrent les bienfaits écologiques et, dans une moindre mesure, économiques du pastoralisme dans des environnements caractérisés par des précipitations rares et capricieuses.¹⁰ La faible capacité des pasteurs à expliciter la logique de leur système de subsistance, la portée et l'échelle de ses valeurs et à formuler des arguments économiques en faveur du pastoralisme vient encore aggraver leur marginalisation.

De fait, les problèmes qui expliquent les "oeillères" que portent souvent les législateurs à propos de la contribution de la société pastorale à la croissance économique sont semblables à ceux auxquels est confrontée l'agriculture familiale "traditionnelle". L'opinion générale fait état d'un recul de la contribution du secteur agricole, notamment celle des exploitations familiales, à la croissance économique des pays en développement depuis les années 1970. Pourtant, sa vraie contribution nationale est souvent occultée

10. Parmi les textes clés, on peut citer Behnke, R.H. & Scoones, I. (1993) ; Lane, C. & Moorehead, R. (1994) ; Leach, M. & Mearns, R. (1996) ; Sandford, S. (1983) ; Scoones, I. (1995).

car ses activités premières sont souvent sous-évaluées du fait d'une concentration sur les produits finis (tels que les viandes et les peaux) qui fait abstraction des contributions à valeur ajoutée des participants à la filière tout au long de la chaîne d'approvisionnement (comme le secteur informel de la boucherie et des services alimentaires – voir plus loin l'Encadré 6 sur le *nyama choma*). Ainsi par exemple, les produits agricoles constituent souvent des intrants bon marché dans une gamme d'industries de transformation et de processus de fabrication, permettant ainsi la croissance économique d'autres secteurs (Clay *et al.*, 2005). Ceci peut déboucher sur des incohérences politiques manifestes ; par ex. au Kenya, le secteur de l'élevage reçoit entre 1 et 2 % des dépenses récurrentes du budget alors qu'il contribue à hauteur de 10 % du PIB.

La modification des perceptions des législateurs en matière de pastoralisme est un processus complexe qui s'inscrit dans la durée. Un point de départ important consiste à améliorer l'idée qu'ils se font de sa dynamique et de sa logique économique, notamment la contribution économique directe qu'il apporte aux économies nationales.¹¹ Toutefois, à ce jour, il est difficile de démontrer la contribution économique du pastoralisme, comme l'illustre la section suivante.

2.3 Absence de données fiables et pertinentes

Lorsqu'on examine les statistiques au niveau national, il est facile de croire que le pastoralisme ne revêt que peu, voire pas, d'importance économique en Afrique de l'Est car sa contribution à l'activité économique nationale est en grande partie occultée. Ceci tient essentiellement au fait que les méthodologies de collecte et de calcul des données effectivement employées ne sont pas adaptées à l'évaluation de l'activité pastorale (voir Encadré 5).

Les données officielles, si elles sont correctement rassemblées, peuvent traduire le poids de l'activité économique des secteurs formels tels que l'exploitation minière, mais elles sont beaucoup moins performantes lorsqu'il s'agit de quantifier un secteur ayant une dimension informelle conséquente, comme le pastoralisme ou l'agriculture familiale. Ainsi par exemple, il n'existe pas de données fiables sur la population pastorale en Afrique de l'Est car les chiffres du recensement national ne ventilent pas les données par groupes ethniques ou par les systèmes de conditions de vie. De fait, on ne peut déduire que des chiffres approximatifs des données démographiques au niveau des districts. Sans données sur le nombre exact de personnes qui pratiquent le pastoralisme, il n'y a aucune solution aisée pour faire en sorte que les données officielles traduisent la taille de l'économie pastorale ou sa contribution à la croissance économique.

Une proportion notable mais non déterminée de l'économie pastorale ne passe pas par les marchés officiels mais intervient au sein de la communauté ; en outre, le rendement économique de la main-d'œuvre pastorale est inconnu car la majorité des pasteurs ne perçoivent pas de salaires et ne paient pas d'impôt sur le revenu. Se servir de prix "virtuels" pour estimer la valeur des produits pastoraux, comme le lait et le beurre, peut

11. On peut arguer, toutefois, que cette réalisation à elle seule a peu de chance d'engendrer des changements substantiels car l'élaboration de stratégies d'orientation est un processus politique, contrôlé par l'Etat, qui favorise les groupes dominants. Or les pasteurs, en tant que groupe, sont considérés par bon nombre de politiciens comme un électorat minoritaire (Hesse & Odhiambo, 2006).



aussi s'avérer une tâche complexe car la précarité relative de ces produits sur les marchés locaux renchérit leur valeur marchande. L'utilisation de méthodes classiques pour enregistrer les extraits économiques du pastoralisme au niveau national est donc difficile et il y a des défis méthodologiques importants à surmonter pour concevoir des méthodes qui soient mieux adaptées.

Encadré 5. Qu'entendent les gouvernements par les notions de croissance et d'activité économiques ?

La croissance d'une économie se mesure par l'évolution du volume de sa production ou du revenu réel des personnes qui résident dans l'économie concernée. Il y a plusieurs façons de calculer cette croissance ; la plus populaire consiste à mesurer le Produit intérieur brut (PIB). Le volume du PIB est la somme de la valeur ajoutée, mesurée à prix constants, par les ménages, les services publics et les industries qui interviennent dans l'économie. Le PIB s'évalue en mesurant la quantité de biens et de services produits à un moment donné, en évaluant ceux-ci à un ensemble convenu de prix pour l'année de référence et en défalquant le coût des intrants intermédiaires.

La contribution de chaque industrie à la croissance du produit de l'économie est mesurée. Cette méthode exige des informations détaillées sur la structure de prix des intrants et des extrants. Pourtant, dans nombre d'industries, la valeur ajoutée est extrapolée à partir de données extrêmement limitées. Ainsi par exemple, la valeur ajoutée à prix constants est souvent calculée à partir d'intrants de main-d'œuvre, tels que les salaires réels ou le nombre d'employés embauchés par l'industrie. Les activités économiques informelles, telles que le pastoralisme, posent un problème pour les mesurer, tout particulièrement dans les pays en développement, où une grande partie de l'activité économique peut ne pas être consignée. Ainsi par exemple, la main-d'œuvre pastorale dans l'entretien de ressources clés comme les puits ou les forages est rarement enregistrée. L'obtention d'un tableau complet de l'économie exige une estimation des produits des ménages destinés au foyer, des ventes sur les marchés informels, des échanges de troc et des activités illicites ou délibérément non déclarées. La cohérence et l'intégrité de ces estimations dépendent des compétences et des méthodes adoptées par les statisticiens chargés de leur compilation et des ressources dont ils disposent.

Source : Banque mondiale 2005. World Development Indicators <http://devdata.worldbank.org/wdi2005/Tables4.htm>

Tableau 1. Estimations de la contribution du pastoralisme aux économies nationales dans trois pays (2004)

Facteur	Kenya	Tanzanie	Ouganda
Contribution du secteur agricole au PIB	16 %	45 %	32 %
Contribution de l'élevage au PIB agricole	50 %	30 %	19 %
Importance des pasteurs en tant que propriétaires de bêtes	n/d	n/d	90 %
Importance des races autochtones dans le cheptel national	75 %	97 %	95 %
Importance de la production de lait issue du pastoralisme (% du total de la production nationale de lait)	24 %	n/d	85 %
Population de pasteurs ¹²	6 millions	1+ million	2+ millions

Source : Base de données *World Development Indicators* ; Markakis, 2004 ; <http://www.tanzania.go.tz/livestock.html> ; http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/livelihoods/landrights/downloads/afd_lrs_5_pastoral_issues_for_nlp_uganda.pdf ; <http://www.iss.co.za/AF/profiles/Uganda/Economy.html>. ; UNITER République de Tanzanie : <http://www.tanzania.go.tz> ; Institute for Security Studies : <http://www.iss.co.za> ; Uganda Investment Authority, 2003 ; République de l'Ouganda, 2002a ; ILRI, 2005.

12. Ces données ne sont qu'un minimum indicatif car il n'existe pas de consensus sur la question de savoir qui est pasteur.

Toutefois, les gouvernements d'Afrique de l'Est collectent effectivement des données sur le secteur de l'élevage. Des exemples de ces séries de données sont présentés dans les Tableaux 1 à 4 pour illustrer la nature des statistiques recueillies et ce qu'elles nous révèlent, le cas échéant, sur la contribution du pastoralisme aux économies nationales.

Le Tableau 1 montre que l'agriculture et sa sous-composante, l'élevage, sont importants dans les trois pays. La contribution de l'agriculture au total du PIB est de 16 % à 45 % alors que l'élevage représente entre 19 % et 50 % du PIB agricole.¹³ Toutefois, ces données ne peuvent pas être ventilées suivant les contributions relatives des différents systèmes d'élevage qui existent en Afrique de l'Est (par ex. élevage laitier, ranchs, agropastoralisme, pastoralisme) et par conséquent il n'est pas possible de déterminer, à partir des chiffres officiels, l'importance réelle du pastoralisme à l'intérieur même du secteur de l'élevage.

Pour ce faire, un certain nombre d'indicateurs estimatifs ou de substitution ont été identifiés à partir d'une variété de sources afin de tenter d'interpréter ce que pourrait être l'ampleur de sa contribution. Ainsi par exemple, des chiffres officiels indiquent une très forte proportion de races autochtones dans les cheptels nationaux (75-97 %), et sachant que ces animaux sont principalement élevés par des communautés pastorales ou agropastorales, il est logique d'en déduire que la contribution du pastoralisme est plus élevée que celle de l'élevage laitier ou des ranchs.

Au sein du secteur de l'élevage, des statistiques officielles sont périodiquement rassemblées sur la base de l'exportation de cuirs et de peaux car cette industrie est un employeur important et une bonne source de devises (voir le Tableau 2).¹⁴ A l'échelle régionale, le Kenya est le principal importateur afin de couvrir les besoins croissants de son industrie de fabrication de chaussures. L'industrie du cuir devrait croître au fil de l'augmentation de l'efficacité de la production et de la transformation (République de l'Ouganda, 2002a). La contribution de l'élevage pastoral à l'industrie du cuir est incer-

Pays	1998	1999	2000	2001	2002
Ouganda	6,09	2,97	12,89	25,53	9,81
Tanzanie	6,13	5,83	5,68	5,81	14,55
Kenya	0,05	0,09	0,11		

Source : UBOS (2003 : 192, 193) ; Aklilulu (2002) ; Rapport du Ministère de l'Eau et du Développement de l'Elevage (2001) : cité dans République Unie de Tanzanie (2002) : Tanzania Mainland-Basic Data Agricultural Sector – 1994/95 – 2000/2001. Unité des Statistiques, Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire.

13. Du fait de la nature informelle des systèmes d'agriculture et d'élevage en Afrique de l'Est, nous estimons que l'importance réelle de ces secteurs est nettement supérieure.

14. Parmi les pays qui importent des peaux et des cuirs ougandais figurent Hong Kong, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Kenya, l'Espagne, la Turquie, la France, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Chine, les Emirats Arabes Unis, le Pakistan et le Portugal (Muhereza, 2004).



taine. Toutefois, compte tenu de la dominance de l'élevage pastoral dans les troupeaux nationaux en Afrique de l'Est (voir le Tableau 1), il est probable qu'il s'agisse d'un important fournisseur de peaux.

Les Tableaux 3 et 4 fournissent des exemples supplémentaires sur la nature des données recueillies sur les industries laitières et bouchères en Afrique de l'Est et les contributions faites par les bêtes élevées dans des systèmes pastoraux. Au Kenya, le pastoralisme est à l'origine de 24 % de la production nationale de lait enregistrée en 2004 (2,6 milliards de litres) et de 19 % du volume de viande de bœuf commercialisée en 2000 (Tableau 4).

Espèce	Race	Taille estimative du cheptel national (en milliers de têtes)	Cheptel pastoral (% du cheptel national)	Contribution à la production de lait (%)	Contribution pastorale à la production nationale de lait (%)
Bovins	Race laitière améliorée	3.120	0 %	59,80 %	0 %
	Zébu	9.067	40 %	24,60 %	9,95 %
Camelins	Dromadaires	800	100 %	12,50 %	12,5 %
Caprins	Races autochtones	9.975	58 %	3,00 %	1,70 %
	Race laitière améliorée	34	0 %	0,10 %	0 %
TOTAL				100,00 %	24,15 %

Source : Nyariki (2004).

Les Tableaux 1 à 4, s'ils apportent quelques données sur le secteur de l'élevage en Afrique de l'Est, révèlent surtout les graves limitations des séries officielles de données pour réussir à capturer la contribution du pastoralisme aux économies nationale et locale et à la société. Dans la pratique, beaucoup de données relatives à l'Afrique de l'Est sont le fruit d'une série d'hypothèses, d'imperfections, d'estimations et d'approximations par une gamme d'acteurs impliqués dans la collecte de statistiques, leur compilation et leur analyse. Il existe peu de données fiables même sur les mesures les plus simples, telles que la production de viande de bœuf et de lait, et lorsqu'elles existent, celles-ci se concentrent exclusivement sur les ventes du secteur formel et sont des estimations qui s'appuient sur d'autres estimations. Les données sont bien souvent de piètre qualité, le produit de chiffres cumulés issus de sondages auprès d'un échantillon non représentatif d'acteurs de l'industrie. Cela tient souvent au fait que les données sont principalement recueillies pour d'autres raisons, par ex. la perception d'impôts ou l'orientation des services de vulgarisation. Les échanges du secteur informel, par exemple, sont rarement quantifiés. De plus, les variations entre les pays quant à la rigueur avec laquelle les données sont collectées rendent difficiles les comparaisons d'un pays à l'autre entre des

Tableau 4. Production de viande de bœuf (tonnes), 2000			
Producteur	Tanzanie	Kenya	Ouganda
Production totale (tonnes)	181.000	290.000	N/d
Contribution pastorale (% de bêtes abattues)	N/d	19 %	N/d
Valeur accordée dans les comptes nationaux (USD)	\$0	\$0	\$0

Source : Ministère de l'Eau et du Développement de l'Élevage : cité dans République Unie de Tanzanie (2002) : Tanzania Mainland-Basic Data Agricultural Sector 1994/95 – 2000/2001. Unité des Statistiques, Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire.

secteurs ayant une dimension informelle. Les données officielles doivent donc être traitées avec beaucoup de prudence comme le montrent les tableaux ci-dessus.

Les données ne sont pas différenciées selon le genre et ne parviennent donc pas à capturer la contribution des femmes pasteurs, que ce soit au ménage ou à l'économie au sens plus large, par le biais de leur vente de produits laitiers sur les marchés, la collecte et la transformation des PFNL et la fourniture de main-d'œuvre pour l'élevage de certaines catégories de bêtes. Les données qui sont recueillies sont souvent axées sur l'élevage, et laissent de côté la contribution économique des autres ressources clés au sein du pastoralisme (par ex. les PFNL). De plus, l'information qui est recueillie sur le secteur de l'élevage se concentre sur le gros bétail. Il y a encore moins d'informations disponibles pour estimer la contribution économique des ovins, des caprins et des camélins, ressources clés dans bon nombre d'économies pastorales et une importante source d'échanges aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Quant aux informations sur le secteur asin, elles sont quasiment inexistantes. Cette distorsion des données reflète à la fois des préjugés coloniaux et post-coloniaux sur le pastoralisme en tant que forme traditionnelle d'élevage mais aussi l'intérêt accordé à la production de viande de bœuf pour le marché intérieur et les exportations. Les données disponibles ne sont pas ventilées suivant les différents systèmes d'élevage du bétail et ne reconnaissent pas la contribution des différents "groupes" de parties prenantes (comme les ranchs ou les exploitants familiaux).

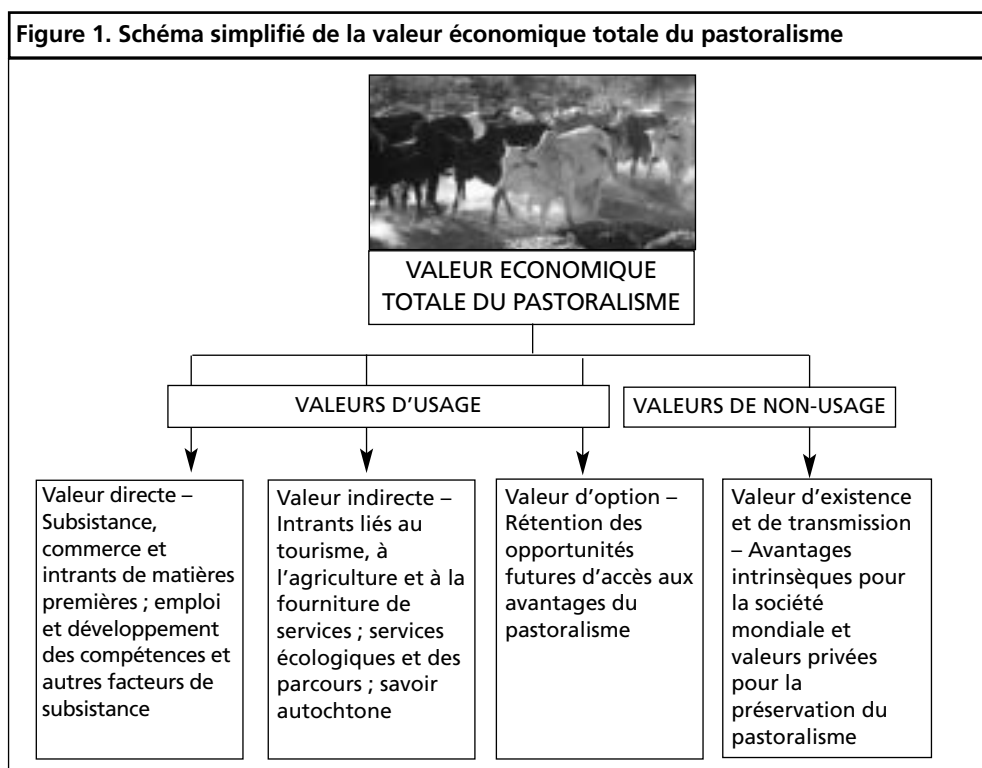
L'absence quasi-totale de données fiables et pertinentes confirmant la contribution du pastoralisme aux économies nationales explique la logique qui sous-tend le manque général de soutien et elle est à l'origine du souhait de transformer, voire remplacer, le mode d'utilisation des terres. Les autres options semblent plus attrayantes, notamment celles qui sont jugées générer des rendements économiques plus élevés comme l'agriculture commerciale tournée vers l'exportation, les ranchs ou les unités de chasse privées, et celles qui sont relativement simples à suivre pour évaluer leur contribution économique directe (par ex. les recettes en devises). Pourtant, ceci revient à confondre les rendements financiers directs avec les avantages économiques, sociaux et environnementaux plus vastes dont profite la société tout entière. Ces valeurs sont présentées et discutées à la section suivante.



3. Valeur économique totale du pastoralisme

Le pastoralisme est un système de subsistance régulé par l'écologie et par des modes complexes de structures sociales, politiques et économiques associés à des stratégies de répartition des risques bien adaptées aux milieux des zones arides. Comme nous l'avons indiqué au chapitre 2 et comme nous allons le démontrer ci-dessous, c'est plus qu'une simple forme d'élevage "traditionnel". A ce titre, il est essentiel d'élargir le concept des bénéfices économiques du pastoralisme au-delà de la valeur des produits de l'élevage (lait, viande, peaux) pour inclure toutes les "valeurs" qui y sont associées. Ces valeurs ont également besoin d'être ventilées au sein même des systèmes pastoraux et des ménages et entre ceux-ci et l'économie nationale dans son ensemble.

La Figure 1 présente un cadre conceptuel composé de quatre catégories de "valeurs" permettant d'évaluer la valeur économique totale (VET) du pastoralisme pour une économie nationale. Il serait toutefois trompeur de supposer qu'il s'agit simplement de monétiser tous les aspects de ces bénéfices. C'est plutôt un outil utile pour explorer toute la gamme de coûts et d'avantages qui émanent d'une activité pour pouvoir ensuite les appliquer à la conception d'un système adapté de collecte des données.



Aux fins du présent article, nous nous concentrerons sur les **valeurs directes et indirectes**, et nous laisserons les valeurs d'option et les valeurs de non-usage du pastoralisme comme thème de recherche ultérieure pour les motifs suivants :

- La valeur d'option fait référence aux flux futurs de coûts et d'avantages qui seront générés pour l'économie nationale du fait d'une décision politique visant à faire en sorte que le pastoralisme perdure et puisse compter dans la société de demain. En d'autres termes, des décisions devraient être prises dès maintenant en préparation de l'avenir ; il y a des avantages qui seront générés demain pour la société si l'on veille à ce que le pastoralisme continue d'exister et ces avantages doivent informer notre prise de décision d'aujourd'hui. Pourtant, dans le cas du pastoralisme, c'est une mesure délicate et coûteuse qui nécessiterait des recherches poussées sur le terrain de façon à englober toute la gamme de systèmes de subsistance pastoraux, depuis les systèmes très mobiles jusqu'aux systèmes plus sédentaires, sans oublier les communautés agropastorales futures dans les écosystèmes des zones arides.
- Par valeur d'existence et de transmission, on entend les valeurs qui sont perçues par la société à l'échelle mondiale pour la persistance d'une entité ou d'une activité. Cette notion est peut-être mieux illustrée en faisant référence au débat sur les gros mammifères. Des gens du monde entier seraient prêts à consacrer une partie de leur revenu disponible aujourd'hui et à l'avenir pour garantir la survie de la baleine bleue en tant qu'espèce même si la plupart de ces personnes ne verront sans doute jamais et ne seront sans doute jamais associées de près avec cette espèce. Pourtant, elles tirent une satisfaction privée de savoir que l'espèce existe et elles seraient prêtes à investir dans la conservation de l'espèce. Ces mêmes valeurs privées existeront probablement pour la société pastorale ; aux yeux, par exemple, d'anciens pasteurs ou des descendants des pasteurs, mais aussi aux yeux d'autres individus à travers le monde. Non seulement le calcul de la valeur d'existence est complexe et sujet à controverse, il est

VALEURS DIRECTES	VALEURS INDIRECTES
<p>Facteurs de conditions de vie :</p> <p>a. Subsistance et gestion de pâturages : production pour la consommation du ménage et de la communauté ; y compris les <i>flux</i> des produits de l'élevage (par ex. lait, viande, sang), des forêts (bois de feu) et des PFNL comme le miel, les fruits, les médicaments, ainsi que la constitution de <i>stocks</i>.</p> <p>b. Fourniture de services : assurance, épargne et gestion des risques.</p> <p>c. Autres facteurs : valeurs socioculturelles et développement d'un capital social pour la gestion des ressources partagées (paix).</p> <p>Activité économique :</p> <p>a. Commercialisée : ventes et exportations de lait, bêtes, peaux, cuirs et PFNL.</p> <p>b. Production de matières premières : intrants aux chaînes d'alimentation d'une activité économique informelle ou quasi-formelle (bouchers, négociants, transporteurs).</p> <p>Capital humain :</p> <p>a. "Emploi".</p> <p>b. Développement de compétences et savoir autochtone.</p>	<p>Activité économique :</p> <p>a. Intrants à la production agricole.</p> <p>b. Intrants au tourisme.</p> <p>Avantages environnementaux :</p> <p>a. Services écologiques et gestion des terres de parcours.</p> <p>b. Maintien de l'équilibre et de la stabilité des pâturages.</p> <p>c. Régénération arbustive.</p> <p>d. Entretien des étendues d'eau naturelles.</p>

aussi difficile de trouver des moyens de réaliser ces bénéfices. Pourtant, les flux de financement actuels émanant des pays développés donateurs à l'intention des ONG et des gouvernements des zones pastorales laissent entrevoir l'ampleur des valeurs d'existence du pastoralisme aux yeux de la société mondiale.

Les valeurs directes et indirectes sont utiles pour aider les gouvernements à identifier les avantages tangibles qui peuvent être obtenus du pastoralisme et préservés s'ils élaborent des politiques qui lui sont favorables. Le Tableau 5 est un cadre initial pour permettre l'identification de certaines des principales valeurs directes et indirectes du pastoralisme. La valeur économique totale du pastoralisme nécessiterait l'évaluation et la somme de toutes ces valeurs directes et de la valeur ajoutée pertinente des valeurs indirectes.

La démonstration des valeurs d'usage direct du pastoralisme sera vraisemblablement le moteur décisif pour inciter les décideurs à mettre en place des politiques qui lui soient favorables. Pourtant, comme nous l'avons vu au chapitre 2, les données nationales existantes sont inexactes et regroupées de telle manière qu'elles ne donnent pas de preuves suffisantes pour informer correctement la politique sur les mérites d'un soutien au pastoralisme comme système de conditions de vie et de gestion foncière. Il serait bon de mettre au point un système plus efficace de collecte des données sur la production et la distribution des produits tels que la viande, le lait, les peaux, etc. qui sache isoler la contribution des animaux élevés en systèmes pastoraux par différentes catégories de producteurs.

Un tel système, toutefois, ne capturerait qu'en partie la contribution totale du pastoralisme. Le pastoralisme a d'autres "valeurs", bien souvent indirectes, qui permettent à d'autres secteurs de l'économie de prospérer et de contribuer au développement national – par ex. le tourisme, qui parvient avec succès à promouvoir l'Afrique de l'Est comme destination touristique à caractère sauvage en utilisant souvent des images pastorales. Ces valeurs doivent aussi être prises en compte et une méthode adaptée doit être mise au point pour capturer l'étendue de leur contribution. Comme tout système complexe de conditions de vie à caractère social et environnemental, le pastoralisme est truffé d'interactions entre les valeurs, dans toutes les catégories énumérées au Tableau 5. Nous avons conscience de ce point et la Section 3.2 vise à identifier les principaux facteurs et leurs valeurs.

3.1 Valeurs directes du pastoralisme

Outre la vente de bétail et produits dérivés (commerce de produits laitiers, peaux et cuirs), le pastoralisme contribue directement à l'économie des grands secteurs ci-après, contribution qui n'est pas pleinement reconnue ni même capturée dans les séries de données officielles.

i) Facteurs de conditions de vie

(a) Les conditions de vie et la gestion des pâturages

Le cheptel est important à la fois comme **stock d'animaux**, selon une structure âge-sexe équilibrée et comme un **flux de bénéfices** généré par ces animaux. Le troupeau joue des rôles multiples dans l'économie pastorale et ces rôles apportent toute une gamme

d'avantages aux particuliers, à leurs familles et à la communauté dans son ensemble ainsi qu'à d'autres groupes, tels que les agriculteurs voisins.

Il génère un **flux de rendements** continu aux pasteurs par la naissance de bêtes, le lait, le sang, la viande et la graisse et offre des opportunités de gagner de l'argent grâce aux bêtes de trait et à la fumure sans pour autant essuyer une réduction de sa valeur. Certains de ces rendements sont périssables et pourtant aisément convertibles – ainsi le lait peut être vendu au comptant ou échangé contre un autre produit, par ex. des céréales. Dans les systèmes agropastoraux comme ceux des Karimojong, les déjections animales servent à fertiliser les potagers et les champs cultivés, ce qui permet d'améliorer les rendements des cultures. Ces rendements sont maximisés dans les systèmes pastoraux par l'adoption de stratégies de gestion telles que la mobilité du cheptel ainsi que la diversification et la fragmentation du troupeau. Des recherches ont démontré que la mobilité du cheptel est une méthode productive et hautement rationnelle pour optimiser l'utilisation des ressources éparses qui caractérisent les zones arides d'Afrique de l'Est. Elle permet d'amener les animaux là où les pâturages sont les plus riches et les plus abondants, ce qui optimise leur gain de poids et la production de lait (Sandford, 1983 ; Scoones, 1995 ; Abel et Blaikie, 1990).¹⁵

De surcroît, les conclusions de recherches récentes menées au Niger dans le Sahel démontrent que les animaux élevés dans le cadre de systèmes nomades sont généralement plus productifs que ceux élevés dans des conditions sédentaires. Le Tableau 6 montre en quoi les bovins élevés dans des systèmes pastoraux nomades et transhumants sont plus fertiles, ont un taux de mortalité des veaux moindre, produisent plus de lait et pendant plus longtemps que les bovins élevés dans des conditions sédentaires.¹⁶

Type d'exploitation	Taux annuel de reproduction (%)	Taux de mortalité des veaux avant 1 an (%)	Poids des veaux à 300 jours (kg)	Durée moyenne de la lactation (jours)	Quantité traite sur un cycle de lactation (L)
Sédentaire	61	11,1	98,1	285	575
Transhumant	65	0	80,6	295	615
Nomade	69	5,9	88,3	321	668

Source : Colin de Verdière P., 1995 (adapté).

15. Toutefois, par tête de bétail, les ranchs donnent des résultats supérieurs aux systèmes pastoraux.

16. Toutefois, les veaux élevés dans des systèmes sédentaires gagnent plus de poids que ceux élevés dans des systèmes nomades.



(b) *Fourniture de services*

- Comme **investissement financier**. Les actifs d'élevage jouent différents rôles étroitement liés dans la vie pastorale, un rôle essentiel étant celui de "dépôt de valeur". Les pasteurs n'ont pas recours aux banques car ils investissent dans leur cheptel. L'élevage a été décrit comme le meilleur et bien souvent le seul investissement à la disposition des populations rurales n'ayant pas accès à un système bancaire formel fiable. Les ventes de bêtes sont estimées contribuer à plus de 60 % du revenu total des ménages dans certaines communautés pastorales désignées du Kenya (Mizutani *et al.*, 2005) et jusqu'à 85 % du revenu des ménages Barabaig en nord-Tanzanie (Lane, 1996). Leur vente peut être retardée sans affecter leur valeur inhérente pour le pasteur ; il peut attendre un prix approprié. Surtout, il demeure relativement simple de convertir le cheptel en autres marchandises précieuses par voie de troc ou de vente au comptant (Bonfiglioni, 1992 ; Zaal, 1998 ; Muhereza, 2004).¹⁷ Et si l'adage des places boursières qui prétend que "les stocks (options) peuvent monter mais peuvent aussi descendre" s'applique tout autant aux stocks (de bétail), le cheptel apprécie en valeur avec le temps grâce aux naissances et à mesure que les bêtes forçissent et prennent de l'âge. De fait, le retour d'investissement sur le troupeau est souvent plus élevé que les rendements bancaires. Bien que les taux de croissance naturelle du troupeau pour les bovins soient plutôt modestes, de l'ordre de 2 à 3 % par an, l'augmentation de la valeur monétaire des animaux à mesure qu'ils vieillissent est élevée. Par conséquent, les pasteurs avisés ne cessent de recycler leurs gains sous forme d'achats de plus de bêtes. Une stratégie qui est aussi pratiquée par d'autres groupes y compris les agriculteurs, les fonctionnaires et les hommes d'affaires citadins. Les risques associés au stockage du revenu excédentaire dans le cheptel sont la vulnérabilité à la sécheresse, aux maladies et aux vols de bétail, risques que les pasteurs savent traditionnellement gérer par le biais d'un certain nombre de stratégies, y compris la mobilité ainsi que la diversification et la fragmentation du troupeau.
- Comme **investissement en termes de main-d'œuvre**. Investir dans les bêtes engendre un niveau de richesse tout à fait disproportionné par rapport au niveau de main-d'œuvre consacré à leur élevage (Crotty, 1980 ; Nyariki et Munei, 1993 ; Homewood, 1993 ; Nyariki et Wiggins, 1999 ; Nyariki, 2004). De fait, il existe un lien étroit entre le volume de main-d'œuvre investi dans la gestion du bétail et la valeur de l'animal. Cette relation est bien comprise par les pasteurs dont la stratégie est de vendre des bêtes (de préférence, des mâles castrés) seulement lorsqu'ils ont atteint leur condition optimale (c.à.d. âgés de cinq ans ou plus) pour en tirer le meilleur prix possible. S'ils cherchent à maximiser leurs recettes, nombre de pasteurs ne cherchent pas pour autant à faire un bénéfice financier, comme souhaiterait le faire le propriétaire d'un ranch, par exemple. Ils cherchent plutôt avant tout à minimiser le nombre de bêtes qu'ils doivent vendre pour acheter les biens et les services dont ils ont besoin (céréales, thé, sucre, vêtements, frais de scolarité, etc.). A ce titre, ils ont un revenu cible pour satisfaire un niveau de besoin précis et si le prix des bêtes augmente, ils vendront moins d'animaux pour satisfaire ce besoin (c'est la courbe d'offre inverse). Et, dans un deuxième temps, pour

17. L'une des raisons pour l'absence de marchés en termes de crédit, d'assurance, etc. vient peut-être de la précarité des données. Sans bonnes données, aucune entreprise privée ne peut apprécier réellement le mérite ou le risque que représente le développement ou le pilotage de certains projets dans les zones rurales. Ainsi par exemple, l'assurance indexée du bétail contre les intempéries proposée aux pasteurs mongols s'appuie sur des données de qualité à propos des tendances météorologiques et sur le nombre de bêtes (Skees et Enkh-Amglan, 2001). Les coûts de démarrage, de formation des pasteurs et de souscription de l'assurance sont autant de facteurs qui dissuadent les initiatives du secteur privé. Quant aux programmes officiels de crédit, ils ont un passif pitoyable en Afrique (Meyer *et al.*, 1992 dans Scoones, p. 82).

Encadré 6. Commercialisation pastorale

Contrairement à la croyance populaire, les pasteurs se sont toujours bien intégrés dans les marchés locaux et régionaux et leur participation au commerce de produits de l'élevage et à la vie agricole en dehors de leurs communautés est bien antérieure à la colonisation (Kerven, 1992 ; Bates et Lee, 1977). Il y a de plus en plus de preuves d'un comportement marchand (troc au sein des communautés pastorales mais aussi avec d'autres groupes), d'une association avec les marchés traditionnels (contribution à l'agriculture, ventes de bêtes) et d'un élément de bonne connaissance du marché et de sens des affaires (c.à.d. ne pas vendre de bêtes lorsque les prix sont bas ou lorsque les animaux ne sont pas au top de leur condition ou à leur poids optimal).

Evangelou (1984) estime le taux de ventes de bêtes dans les troupeaux pastoraux au Kenya à 10 % par an. Bien que ce chiffre soit inférieur à celui des ranchs, estimé à 25 % par an (Coppock, 1992 ; Nyariki & Munei, 1993), il traduit une interaction pastorale considérable avec le marché mais aussi les objectifs de production divergents des deux secteurs. Il existe des preuves qui permettent de penser que les pasteurs maximisent les profits qu'ils tirent de la vente, par ex. par des ventes officieuses de l'autre côté des frontières, un commerce qui peut s'avérer considérable, par ex. entre le Kenya et la Tanzanie (Homewood, 1993 ; Kerven, 1992 ; Ackello-Ogutu & Echessah, 1999). Bien évidemment, ces ventes de bétail ne figurent pas dans les statistiques nationales comme contribution au revenu de la nation.

recouvrer les investissements élevés de main-d'œuvre réalisés lorsque l'animal était jeune et particulièrement vulnérable à la maladie et à la sécheresse, époque à laquelle leur connaissance du troupeau est vitale pour veiller à ce qu'il prospère et réalise son plein potentiel. Ceci permet à l'éleveur de maximiser le rendement du capital investi. Dans d'autres cas, toutefois, il y a des pasteurs qui réagiront de façon positive à la hausse des prix du marché afin de maximiser le rendement de leurs investissements. De plus, la viande de bœuf est une denrée de base et la demande tend à se maintenir, même en cas de hausse des prix. Ceci fait du troupeau un moyen de couverture contre les risques d'inflation et par conséquent l'accumulation du cheptel peut-être assimilée à une forme d'épargne prudente (Homewood, 1993).

- **Assurance.** En l'absence de services externes d'assurance, la taille du cheptel représente le profil de risque d'une famille pastorale. Plus la famille possède de bêtes, plus elle a de chance de faire face aux risques et de survivre dans l'adversité, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les ménages ayant de gros troupeaux peuvent les fragmenter en petites unités qui iront dans des directions différentes, ce qui minimise le risque de perdre tous les animaux en cas de sécheresse. Deuxièmement, plus les bêtes sont nombreuses, plus la famille a la possibilité de partager ses animaux avec les proches et les amis, ce qui répartit mieux les risques et permet d'investir dans le capital social. Troisièmement, plus on a d'animaux après une sécheresse, plus le cheptel sera vite reconstitué. S'il est plus grand, le cheptel restant aura aussi une plus grande diversité d'animaux (espèces, âge, sexe) sur laquelle la famille pourra dépendre. Toutefois, le risque est ressenti à deux niveaux : les risques *individuels* comprennent ceux qui sont associés aux familles pastorales individuelles comme les accidents, la prédation, le vol et certaines maladies ; tandis que les risques *covariants* affectent tous les ménages d'une zone donnée en même temps, comme une sécheresse généralisée et les épizooties. L'assurance et l'identité sont étroitement liées (voir plus loin).

(c) *Reproduction sociale et paix*

- En guise d'**identité sociale et d'association sociale tenace**, l'élevage représente le moyen par le biais duquel la continuité des institutions, des traditions et des liens culturels pastoraux est assurée et sert de monnaie d'échange pour forger des relations (notions de capital social) entre les familles, les groupes et les communautés. L'héritage de bêtes au sein d'une famille avec la transmission aux enfants par les parents et proches est un élément vital qui permet la création de nouvelles cellules familiales et, par là même, la reproduction de la société tout entière. Les prêts ou les dons de bêtes entretiennent également le tissu social et aident les ménages ou les particuliers à accéder à des ressources clés comme les pâturages ou les points d'eau dans certaines régions ; cela peut aussi conférer un accès privilégié aux pâturages et aux points d'eau en cas de sécheresse. En outre, il faut citer le prêt de bêtes aux proches et aux amis. Le cheptel est un important indicateur du statut social et il est associé à la coutume nuptiale de dot de la mariée. Dans certains groupes pastoraux, les raids de troupeaux servent à reconstituer le cheptel à l'issue d'une sécheresse ou à rehausser le statut de jeunes mâles (Hendrickson *et al.*, 1996).
- En guise de **capital social et d'utilisation rentable des ressources partagées**. Le pastoralisme, par le biais d'un processus d'accès à des ressources naturelles rares, dispersées et variables et par leur gestion sous un système de droit d'usage en commun nécessitant une négociation perpétuelle et réciproque d'accords non exclusifs entre différents utilisateurs, contribue de façon inestimable à l'instauration d'un climat de confiance et de paix entre les communautés. Investir dans ces processus et ces relations permet à un nombre de personnes et d'animaux relativement élevé de vivre dans des milieux inhospitaliers et instables et d'en tirer parti. Le processus de négociation, qui prend du temps, de même que l'échange de bêtes et la formation d'alliances par les liens du mariage, tissent le capital social qui devient essentiel en temps de crise. Si elle n'est pas nouvelle, la hausse des conflits dans bon nombre de zones pastorales ces dernières années est un phénomène très complexe et piloté par de multiples facteurs économiques, sociaux, politiques et environnementaux ; elle reflète en partie la rupture de plus en plus fréquente du dialogue et la perte de confiance entre les communautés et elle découle en partie de la privatisation des terres jadis gérées en propriété collective.¹⁸ La conception d'une méthode appropriée pour capturer les bénéfices sociaux et économiques inhérents à l'adoption de régimes de propriété collective pour gérer les zones arides est un domaine qui n'est pas suffisamment reconnu ou conceptualisé, en particulier au sein des gouvernements et des services statistiques d'Afrique de l'Est.

ii) **Activité économique**

(a) *Commercialisation*

Le chapitre 2 a présenté les données disponibles sur les ventes et les exportations de lait, de bêtes, de peaux et de cuirs. Aux rangs des autres produits commercialisés, on peut citer le bois d'œuvre et les PFNL comme les fruits, les baies, le miel et les plantes médicinales qui sont récoltés dans la brousse (voir plus loin). Ces produits constituent une source vitale de revenu pour les femmes et les pauvres dans les communautés pastorales, en particulier

18. Parmi les autres facteurs en corrélation, on peut citer l'essor démographique, la concurrence accrue pour un accès à des ressources rares, la prolifération des armes de petit calibre, la déstabilisation politique délibérée, l'annexion de terres par des investisseurs privés, souvent étrangers, une législation sur les terres et les ressources naturelles souvent contradictoire, etc.



Photo : gritty.org

Les troupeaux élevés dans des systèmes mobiles ou des régimes de propriété collective utilisent des ressources rares et dispersées de manière optimale, et contribuent à des relations de collaboration entre différents groupes

les zones les plus sèches. Barrow (1990), dans ses recherches sur le régime d'exploitation des arbres adopté par les Turkana dans le nord-Kenya, a non seulement confirmé le rôle critique des arbres et de leurs produits pour permettre aux communautés de survivre pendant la longue saison sèche, mais il a aussi souligné que ces ressources sont gérées suivant un régime de jouissance complexe et tenace pour garantir leur utilisation durable et leur survie. Il est indispensable de saisir la contribution que ces produits apportent aux économies des ménages pastoraux et à l'économie dans son ensemble.

(b) Production de matières premières

Le pastoralisme fournit des intrants à une gamme variée d'industries formelles et informelles comme les métiers de bouche et la restauration. Le commerce de *nyama choma* est un parfait exemple du secteur informel (voir l'encadré 7).¹⁹ Le pastoralisme alimente également les chaînes d'approvisionnement de diverses industries nécessitant des matières premières que l'on trouve dans les pâturages ou les forêts : gommes, résines, fruits et denrées, et plantes médicinales. Nombre de ces ressources et chaînes d'approvisionnement donnent des emplois aux femmes pastorales et/ou aux membres plus pauvres de la communauté qui n'ont qu'un petit nombre d'animaux mais elles sont aussi des sources d'emploi pour les résidents urbains comme les négociants, les transporteurs, etc.

19. *Nyama choma* signifie viande grillée en Kiswahili.

Encadré 7. L'économie du nyama choma à Arusha en Tanzanie

Une étude réalisée en novembre 2005 a tenté de quantifier l'ampleur et l'étendue de la filière nyama choma (NC) à Arusha, Tanzanie, pour fournir des données de substitution afin de mieux comprendre la contribution de la société pastorale à l'économie nationale.

D'un point de vue historique, nyama choma (viande grillée) était au départ une activité économique pastorale traditionnelle : les pasteurs servaient de la viande grillée les jours de marché. Avec le temps, elle s'est répandue dans tous les centres urbains et commerciaux de Tanzanie. La chaîne d'approvisionnement est courte, ne comptant habituellement qu'un seul intermédiaire qui organise l'abattage à l'abattoir. L'abattoir vend la viande aux bouchers de la ville, qui à leur tour la revendent à des débits de nyama choma. Ceux-ci sont situés dans des bars et des cafés autorisés à vendre de l'alcool et sont donc intégrés dans le tissu commercial des localités ; c'est un élément important que l'on retrouve dans tous les centres commerciaux. Dans la ville d'Arusha, 94 % de la viande issue de l'abattoir provient des zones pastorales. Les entretiens avec plusieurs négociants de NC confirment que la viande qu'ils vendent provient exclusivement des zones pastorales car leurs clients en préfèrent le goût.

Les débits de nyama choma sont le plus souvent du secteur informel mais ils ont des obligations formelles au niveau local. Parmi celles-ci figurent le paiement des frais de visite médicale pour chaque employé, le paiement des impôts fonciers et des taxes immobilières, de la patente, des frais de collecte des ordures. La chaîne d'approvisionnement contribue également aux droits d'inspection de la viande à trois niveaux (pré-enlèvement, à l'abattoir et au marché) qui vont dans les caisses de la municipalité pour la rémunération des employés des services vétérinaires. En outre, la chaîne d'approvisionnement comprend des entreprises du secteur formel, comme l'abattoir, assujetties à l'impôt.

Depuis 1991, l'abattage a été centralisé et ses coûts sont en partie subventionnés par le financement des donateurs. La centralisation permet la classification de la viande mise en vente (en quatre catégories) et par conséquent des taux de rendement supérieurs et des critères d'hygiène plus rigoureux. En général, la viande produite par les systèmes pastoraux relève des deux catégories les plus basses. Parmi les autres caractéristiques économiques, on peut citer les points suivants :

- Le secteur NC est très compétitif.
- Les débits de NC constituent un système efficace pour utiliser toutes les parties de la carcasse de l'animal.
- Historiquement, la production de NC avait un caractère saisonnier mais désormais, elle fait partie de la vie quotidienne et en tant que telle, la demande d'abattage s'étale sur toute l'année, ce qui libère potentiellement les pasteurs des contraintes imposées par les ventes saisonnières. En 2005, plus de 31.000 bovins ont été abattus à Arusha, essentiellement pour la production de NC.

A Arusha, il y a 601 débits de NC, qui emploient 5.600 personnes, ce qui représente un nombre estimatif de 25.000 dépendants. En outre, on estime à 2,4 le nombre d'emplois soutenus le long de cette chaîne d'approvisionnement pour chaque salarié d'un débit de NC – qu'il s'agisse des emplois impliqués dans les services auxiliaires de boucherie, des intermédiaires ou, bien sûr, de la production primaire de viande de bœuf. Il est estimé que 6,6 % de la population d'Arusha recevra un complément vital de ses moyens de subsistance par le biais de la chaîne d'approvisionnement en viande NC issue de vaches pastorales. Si nous supposons que ces données peuvent s'appliquer à la totalité du pays, 2,2 millions de personnes tirent une partie de leur revenu des échanges pastoraux de viande et de la chaîne d'approvisionnement par l'intermédiaire de 15.600 débits de NC, qui représentent un chiffre d'affaires annuel de 22 millions de dollars US.

D'autres preuves tirées de ces recherches nous donnent un autre aperçu de l'importance du pastoralisme en faisant ressortir que pour chaque vache du système pastoral qui est abattue, il y a une contribution aux éléments suivants de l'économie tanzanienne, en dehors de l'économie pastorale : 0,24 emploi à temps plein ; 1,07 personne à charge ; une valeur ajoutée de 172 dollars US.

Source : Letara, J. (2006).



Photo : Juliana Letara

Nyama Choma à Panama, dans la ville d'Arusha, en nord-Tanzanie

iii) Capital humain

(a) *Emploi*

"L'emploi" de pasteurs représente une forte proportion non quantifiée de l'économie pastorale. Un minimum de 9 millions (et peut-être jusqu'à 20 millions) de pasteurs habitent en Afrique de l'Est ; environ 60 % d'entre eux sont des adultes en âge de travailler qui pratiquent l'élevage et d'autres activités accessoires (par ex. le commerce de bêtes). Dans les zones rurales arides et semi-arides, le pastoralisme et l'agropastoralisme sont souvent la seule forme d'emploi. Il faut un éventail de compétences pour réussir à gérer un troupeau en encourageant la répartition des tâches entre les membres de la famille pastorale. En général, les hommes gèrent le gros bétail (bovins et camélins), qu'ils se chargent d'amener paître, d'abreuver, de soigner, de commercialiser, etc. Les femmes sont responsables de la traite (bien qu'il y ait des variantes d'un groupe pastoral à un autre), de s'occuper des veaux, de commercialiser le lait et les produits dérivés et souvent des soins vétérinaires. Les enfants s'occupent généralement des petits animaux. Le nombre d'emplois générés est important car l'ostracisme du pastoralisme se traduira par du chômage, un mouvement vers les villes, une migration et une foule de problèmes ayant des coûts très directs et très concrets pour l'économie nationale (par ex. conflit).

(b) Développement de compétences et savoir autochtone

Comme indiqué au point 3.2(i)(a)&(b), les pasteurs sont des spécialistes de l'élevage. Sachant que les troupeaux optima ne sont pas équilibrés en termes d'âge ou de sexe, ils investissent un temps énorme et une mine de compétences dans l'obtention d'une structure de cheptel qui permette le maintien d'un "portefeuille" idéal d'animaux afin de réaliser leurs objectifs à long et court termes.²⁰ Il faut des vaches adultes pour produire du lait à court terme et donner naissance à des veaux qui par la suite deviendront adultes, garantissant ainsi la survie à venir de la famille. Il faut des bœufs adultes pour la vente ou pour les grandes cérémonies. Il faut un taureau pour l'insémination des vaches. Il faut des génisses pour remplacer les vaches tandis que les bouvillons sont destinés à l'engraissement pour être vendus par la suite. Il faut également une réserve suffisante de petits animaux (ovins et caprins) pour subvenir aux besoins plus ordinaires de la famille (argent pour l'achat de thé et de sucre, viande à offrir à un hôte de passage) sans être contraint de vendre un bovin ou un chameau, qui représente la principale ressource de la famille. Les ânes et les chameaux sont aussi précieux comme moyens de transport. Le commerce (troc ou vente) et l'échange d'animaux précis avec la famille ou d'autres membres de la communauté pour maintenir une structure idéale du troupeau est une activité permanente et un exemple éloquent de bonne pratique de gestion du cheptel.²¹

Le maintien de ce portefeuille dans un contexte de ressources naturelles rares dans des conditions changeantes et moyennant des profils de risque en constante évolution exige un savoir technique autochtone considérable en termes d'élevage, de gestion durable des pâturages et de marchés de bétail informels. De surcroît, les pasteurs ont une appréciation très fine des processus de sélection génétique des animaux. Une connaissance très approfondie de la généalogie des bêtes et des caractéristiques génétiques de chacune est transmise de génération en génération, ce qui leur permet de sélectionner les bêtes ayant les meilleurs attributs (par ex. bonnes productrices de lait, haut niveau de fertilité et de fécondité, bonnes marcheuses, etc.) et de vendre celles dont les atouts sont défailants. Au fil du temps, ce savoir contribue à des animaux bien adaptés à leur milieu. En outre, ce savoir conserve la diversité génétique grâce à des concepts culturels quant à la façon d'utiliser les animaux et d'appliquer diverses procédures de sélection de qualité et de préservation du pedigree (Kohler-Rollefson, 2005). De telles valeurs contribuent à la réduction de la pauvreté dans les communautés pastorales. Ainsi par exemple, les Massaï pratiquent un système coutumier de solidarité clanique appelé *ewoloto* aux termes duquel les membres du clan donnent des bêtes à un membre démuné de leur clan afin de lui donner les moyens de gagner sa vie et ainsi de réintégrer la société (Potkanski, 1997).

De surcroît, tandis que le changement climatique mondial engendre une plus grande incertitude environnementale, sociale et économique, l'exploitation du savoir pastoral et de l'expérience des pasteurs dans la tenue de leur cheptel d'une manière environnementalement responsable s'avèrera un atout précieux pour la gestion des zones arides d'Afrique. C'est un exemple de "valeur d'option" qui, si elle est difficile à "mesurer", constituerait un atout majeur dans les récents scénarios de changement climatique, alors que sa perte aurait un coût très direct et concret pour l'économie nationale.

20. Ceux-ci sont complétés par d'autres options de subsistance, de revenu et de survie comme l'utilisation de PFNL, le tourisme, et l'emploi dans des centres urbains (par ex. remises de fonds).

21. Dans la mesure du possible, les pasteurs préfèrent acquérir des bêtes dans la communauté où la généalogie et l'histoire des animaux sont connus plutôt que de les acheter sur le marché.

3.2 Bénéfices indirects du pastoralisme

i) Activité économique

Le pastoralisme soutient l'activité économique d'un certain nombre d'autres industries du secteur formel qui ne lui sont pas traditionnellement affiliées par la fourniture d'intrants, y compris de gros employeurs et d'importants générateurs de devises. Le Tableau 7 fournit des données sur deux exemples – agriculture et tourisme. Bien que ces deux secteurs tirent des bénéfices du pastoralisme, ceux-ci ne sont pas capturés dans les statistiques publiques officielles.

Pays	Touristes	Tourisme en % du PIB	Agriculture en % du PIB
Kenya	1.132.000	12,2 %	16 %
Tanzanie	566.000	9,7 %	45 %
Ouganda	512.000	9,2 %	32 %

Sources : Central Bureau Statistics, Kenya (<http://www.cbs.go.ke>) ; WTTC, 2005a, 2005b ; Organisation mondiale du tourisme, 2005.

(a) Agriculture et agropastoralisme

L'agriculture et l'agropastoralisme sont des secteurs importants dans la plupart des pays en développement. Les bêtes élevées dans des systèmes pastoraux fournissent une gamme d'intrants à l'agriculture, bien souvent selon des marchés de réciprocité très imbriqués. Ces intrants contribuent de façon notable au maintien et, dans certains cas, à l'accroissement de la productivité agricole ; cette dernière, par le biais d'une meilleure moisson, permet à son tour de garantir la productivité des systèmes pastoraux en fournissant aux bêtes des résidus de cultures en guise de fourrage pour compléter leur alimentation durant la saison sèche. Dans certains systèmes pastoraux, l'accès à ces zones est critique durant les années de sécheresse.

Parmi les principaux intrants figurent :

- *Le fumier* – Les petits exploitants continuent d'utiliser du fumier pour engraisser leurs potagers et leurs champs souvent dans des systèmes imbriqués qui associent pacage et fertilisation du sol après la moisson. Dans le secteur plus formel, le compost commercialisé devient plus répandu et tend à se substituer à ces pratiques traditionnelles.
- *Traction* – Les animaux assurent le trait pour le transport et les labours ; l'importance de cet intrant dépend de la nature du sol. La valeur des bêtes de trait pour le secteur agricole est tributaire des accroissements concomitants en termes de production alimentaire et de productivité globale.

- *Main-d'œuvre* – Le pastoralisme contribue à la main-d'œuvre saisonnière du secteur agricole et réduit l'intensité du travail de production agricole. Les avantages qu'en tirent les agriculteurs sont difficiles à cerner et dépendent des bénéfices nets dérivés de l'utilisation qu'ils font du temps ainsi libéré, qu'ils consacrent soit à une autre initiative industrielle, soit à leurs loisirs, soit au renforcement de leurs connaissances ou de leurs compétences.
- *Accès à la technologie pastorale et au savoir* – Le pastoralisme offre aux agriculteurs l'occasion d'investir dans le bétail, notamment les bovins, et de profiter du savoir-faire technique des pasteurs pour élever leurs animaux. De fait, par le biais d'un élevage de sélection, les troupeaux autochtones ont acquis des attributs génétiques et physiques mieux adaptés aux zones arides que les races importées. Ce savoir autochtone a une valeur potentielle comme banque d'information et de gènes pour la société. Cet élément est rarement quantifié et appelle davantage de recherches.
- *Constitution d'un capital social* par le biais des relations d'échanges qui permettent de réduire les conflits et de promouvoir une cohabitation paisible entre les pasteurs et les autres groupes.

(b) *Tourisme*

La contribution de la société pastorale aux valeurs perçues par les touristes demeure floue. Toutefois, certaines contributions majeures du pastoralisme au secteur touristique d'Afrique de l'Est comprennent :

- *"Investissement" pastoral historique* – Nombre d'aires protégées des zones arides d'Afrique de l'Est étaient à l'origine des terres de parcours de saison sèche peuplées d'une faune sauvage relativement riche qui coexistait avec les animaux domestiques. La préservation de la faune et des paysages spectaculaires de ces régions est en grande partie due à la prédominance du pastoralisme par rapport aux autres formes d'utilisation des terres comme l'agriculture ou les industries extractives. Suite à leur expropriation souvent forcée, rares sont les bénéfices qui ont été dûment restitués aux communautés pastorales déplacées.
- *Coexistence* – Lorsque les parcs encouragent la coexistence des pasteurs et de leurs bêtes avec les activités touristiques et la faune sauvage, on peut en dériver des bénéfices non négligeables (Homewood et Rogers, 1984, 1991 ; Conant, 1982 ; Oba, 1992, cité dans Zaal, 1998 : 11).²² Ainsi par exemple, les interactions complémentaires entre bêtes sauvages et animaux domestiques dans leur façon d'investir les pâturages des différentes niches écologiques contribuent à la conservation des parcours et à la biodiversité, maintiennent les herbages à faible hauteur, augmentent l'accès de certaines espèces (par ex. les gazelles) qui viennent y brouter, ce qui multiplie les chances qu'ont les touristes de les apercevoir. Certains signes suggèrent que la race Ankolé à longues cornes que l'on trouve en Ouganda revêt une valeur touristique intrinsèque. De surcroît, des indications émanant de Ngorongoro dans le nord de la Tanzanie suggèrent que les communautés massaï locales ont joué un rôle crucial dans la conservation d'espèces protégées très importantes, comme le rhinocéros noir *Diceros*

22. Par exemple : en Ouganda, le parc national Queen Elizabeth ; le parc national de Semliki ; le parc national du lac Mburo ; le parc national de la vallée de Kidepo ; la réserve de Pian-Upe et la réserve de Katonga. En Tanzanie, l'aire de conservation de Ngorongoro.

bicornis ; de fait, leur nombre a diminué par la suite lorsque ces communautés ont été expulsées de la zone du cratère (NCAA, 2005 ; 1996).

- *Tourisme culturel* – Outre la génération de bénéfices concrets par la vente d'objets artisanaux, les aménagements villageois traditionnels et les performances culturelles qui sont des sources directes de revenu pour les communautés pastorales, la culture matérielle des pasteurs profite aux artisans et aux négociants et elle galvanise indirectement l'intérêt touristique envers la culture et le mode de vie des communautés pastorales et autres communautés rurales.
- *Contribution à la reconnaissance des marques touristiques et autres* – Pour nombre de touristes, les sociétés pastorales évoquent des sentiments qui suscitent une visite initiale puis des visites répétées en Afrique de l'Est. Les voyageurs de l'hémisphère nord et leurs correspondants africains n'hésitent pas à se servir de l'imagerie pastorale pour vendre leurs produits. Beaucoup d'autres industries, y compris les compagnies aériennes et les opérateurs de téléphonie mobile, ont recours à des techniques de marketing semblables.

La contribution du tourisme aux économies nationales et locales d'Afrique est souvent exagérée en raison du fait que l'industrie et les infrastructures touristiques nationales appartiennent souvent à des capitaux étrangers et les bénéfices en sont mal distribués au sein des communautés plus pauvres (MacGregor *et al.*, 2005). Actuellement, les avantages concrets sont rares pour les pasteurs et l'admission de ce fait par les pouvoirs publics est encore plus rare. L'essor futur de l'industrie touristique s'appuiera vraisemblablement sur un panaché de safari et de tourisme culturel, et la contribution pastorale à ce secteur sera de plus en plus difficile à éviter ou à occulter de façon délibérée.

(ii) Avantages environnementaux

Dans le cadre VET, l'environnement est traité comme un secteur indirect même s'il est clair qu'il sous-tend l'existence même du pastoralisme alors que certains de ses flux sont commercialisés soit directement (par ex. les PFNL) soit indirectement (par ex. le tourisme). En outre, la comptabilité des ressources naturelles (CRA) est un ensemble d'outils novateurs qui sont de plus en plus utilisés pour développer une série parallèle de comptes nationaux, qui identifie la contribution des ressources naturelles d'un pays à sa croissance économique. Elle permet de guider la politique nationale en matière d'utilisation des ressources naturelles en identifiant la contribution, disons, de la foresterie, et ainsi d'orienter la politique en matière d'utilisation prudente et efficace, en développant des outils économiques pour guider une extraction durable et efficace et pour veiller à ce que les investissements publics soient adaptés à la base de ressources naturelles afin de garantir sa pérennité.

Le pastoralisme ne dégrade pas nécessairement l'environnement et peut fournir des avantages environnementaux notables. Si la mobilité du cheptel est assurée, cela profite directement à la gestion des parcours de différentes façons (Encadré 8). Cela permet d'éliminer la biomasse morte à la fin de la saison sèche tout en préparant la terre à fournir de nouveaux herbages dès l'arrivée des premières pluies. Il est très important d'empêcher l'accumulation de débris végétaux, sinon on risque d'assister à un envahisse-



Encadré 8. Effets positifs des animaux sur l'environnement

- Réduit la quantité de débris végétaux qui s'accumule à la surface du sol.
- Ouvre les pâturages sur l'extérieur ; les pâturages ouverts abritent moins de fléaux.
- Stimule la croissance végétale, notamment les herbacées.
- Les déjections animales sont une source d'engrais.
- L'action des sabots/le piétinement craquelle la croûte terrestre, ce qui optimise l'infiltration de l'eau dans le sol.
- Favorise la dissémination des graines et donc le maintien de la diversité des herbages.
- Optimise la germination des graines pour celles qui transitent par le système digestif des bêtes.
- Empêche l'envahissement des terres par les broussailles s'il est bien géré.
- Optimise le cycle des nutriments dans la dynamique de l'écosystème.

Source : Thébaud, 2004.

ment par les broussailles, la colonisation par des herbes et des arbustes peu appréciés et une recrudescence des feux de brousse.²³ En paissant, les animaux dispersent les graines des plantes avec leurs sabots et leurs robes, tout en facilitant la germination de certaines espèces qui requièrent que les graines transitent par le système digestif des animaux pour pouvoir germer. Le piétinement, dans la mesure où il n'est pas excessif sur une même surface (risque évident lorsque les animaux sont sédentaires) permet de craqueler la croûte de la couche arable, ce qui facilite l'infiltration de l'eau et l'enfoncement de la graine. Les déjections animales serviront de fumier.

De manière plus importante encore, il faut noter que la gestion partagée des ressources en propriété collective telle qu'elle est pratiquée dans de nombreux systèmes pastoraux engendre des bénéfices économiques et environnementaux directs, même si ceux-ci ne sont pas toujours reconnus ou quantifiés. Ainsi par exemple, le pastoralisme évite de prévoir des clôtures coûteuses, des systèmes de surveillance, le défrichage des terres ou l'introduction d'espèces exotiques ou de produits chimiques pour réguler l'écosystème (Homewood, 1993). Les recherches suggèrent que le pastoralisme dégrade moins l'environnement (du fait de la mobilité du bétail sous différentes conditions environnementales, en particulier en cas de sécheresse) que les ranchs. Walker *et al.* (1981) démontrent comment les pâturages que l'on trouve dans les ranchs gérés selon des taux de charge moyenne constants (c.à.d. que le nombre de bêtes n'est pas modifié en fonction des variations de la production de biomasse découlant de la variabilité des précipitations) deviennent dominés par des espèces herbacées appréciées certes mais sensibles au brout qui risquent davantage d'être dégradées durant les années de sécheresse. Ces zones, qui ont été gérées en prônant la stabilité dans des régions caractérisées par leurs aléas climatiques, perdent leur capacité à faire face au changement.

23. Les feux de brousse maîtrisés ont aussi de nombreux impacts positifs sur l'environnement (Trollope, W.S.W. et Trollope, L.A. 2002 ; Sabiiti, E.N. *et al.*, 1991).

4. Conclusion

Cet article présente un cadre en vue d'évaluer l'entière contribution du pastoralisme en Afrique de l'Est par le biais du concept de Valeur économique totale (VET). Ce cadre permet la collecte des données économiques classiques pour évaluer la productivité du bétail (par ex. lait, viande, peaux et cuirs) tout en élargissant notre appréciation des critères supplémentaires qu'il serait nécessaire d'intégrer pour réussir à capturer tous les bénéfices associés au pastoralisme. Les pasteurs sont des êtres rationnels qui interviennent dans des systèmes de conditions de vie logiques. Nos notions de valeur et de systèmes économiques ont simplement besoin d'être légèrement ajustées et non pas réformées pour prendre la mesure de cette situation. Le pastoralisme est un système d'utilisation des terres rationnel et économique au sein duquel on recherche un rendement optimal du capital investi, en termes économiques, sociaux, environnementaux et culturels.

Globalement, le secteur de l'élevage connaît une croissance plus rapide que tout autre sous-secteur agricole et il est prédit que d'ici 2020, il produira environ 30 % du total de la production agricole (Delgado *et al.*, 1999). Une quote-part notable mais indéterminée du cheptel national d'Afrique de l'Est est issue des zones pastorales. Ne serait-ce qu'au Kenya, la valeur du pastoralisme est estimée à US\$ 800 millions et elle augmentera au fil de l'essor de la demande en viande et produits associés dans le sillage de la croissance démographique urbaine (OUA/IBAR, Note d'orientation politique N° 1). Le pastoralisme présente d'autres avantages. Les bêtes élevées dans des systèmes pastoraux sont très rentables. La main-d'œuvre familiale et l'accès aux ressources naturelles en sont les principaux intrants. Selon l'OUA/IBAR (Note d'orientation politique N° 2), *"plus de 95 % des intrants destinés aux ruminants élevés de façon traditionnelle selon des méthodes de pâturages extensifs proviennent du soleil et du sol et ne coûtent que très peu au producteur"*. Pourtant, il subvient aux besoins d'une population estimée à 20 millions de personnes qui serait autrement tenue de trouver d'autres moyens de subsistance (OUA/IBAR, Note d'orientation politique N° 2). Il sait tirer le meilleur parti de ressources rares moyennant des coûts environnementaux minima et il constitue un important vivier de connaissances et d'expériences de bonnes pratiques de gestion de l'environnement dans un contexte de changement climatique accéléré. Par le biais de régimes de droit d'usage en commun des ressources partagées, il contribue grandement au capital social et il nourrit des relations de paix et d'entraide entre les différents groupes. Il est également important pour le succès de secteurs clés de l'économie est-africaine (par ex. le tourisme, la conservation, l'agriculture) ainsi que des secteurs informels (par ex. *nyama choma*). Bien qu'il fasse l'objet de fortes pressions sous l'effet conjugué de l'essor démographique et des politiques inadaptées qui fragilisent son aptitude à réagir à la sécheresse et à d'autres chocs extérieurs, le pastoralisme demeure un système vital de conditions de vie et d'utilisation des terres en Afrique de l'Est ; et il le restera probablement pendant longtemps encore.

Les statistiques nationales existantes ne parviennent pas à capturer ces bénéfices. Les données sont inexactes et insuffisantes, car elles ne savent pas dissocier le pastoralisme des autres formes d'élevage et se concentrent uniquement sur un nombre très limité de produits directs, qui ne reflètent pas pleinement la contribution du pastoralisme aux



économies locales et nationales. Par conséquent, les décisions gouvernementales actuelles sont basées sur une sous-estimation du secteur pastoral. Il est tout aussi important de souligner le fait que les décisions publiques relatives au pastoralisme ont une valeur d'option (voir plus haut à la section 3). Compte tenu du manque d'information et de l'irréversibilité des changements apportés à l'utilisation des sols et à la société suite à des politiques élaborées à l'aveuglette, on peut plaider vigoureusement pour que les gouvernements d'Afrique de l'Est prennent rapidement la décision d'investir dans la collecte d'informations solides et fiables sur le pastoralisme.

Ce point est d'autant plus important aujourd'hui que les gouvernements d'Afrique de l'Est envisagent d'investir dans le secteur de l'élevage dans le cadre de leurs efforts de modernisation des secteurs agricoles comme stratégie permettant de les sortir de la pauvreté. La tâche, enrobée dans un discours de réduction de la pauvreté, consiste à développer un secteur de l'élevage en vue de stimuler le commerce et les recettes à l'exportation (Scoones et Wolmer, 2006). Si une telle approche n'est pas sans présenter de risques (par ex. des investissements coûteux en services vétérinaires et en infrastructures du marché, une exposition aux processus politiques mondiaux), elle détourne aussi les investissements d'une gamme d'options permettant de refléter les multiples modes d'élevage qui existent en Afrique de l'Est (Scoones et Wolmer, 2006). Ceci vaut tout particulièrement pour le pastoralisme, compte tenu des préjugés du gouvernement concernant sa valeur. On court ainsi le risque de perdre le futur revenu considérable que l'on pourrait tirer du pastoralisme s'il était appuyé dans des domaines clés (par ex. la commercialisation locale, la décentralisation des soins vétérinaires, l'amélioration des interactions entre agriculture et élevage, des stratégies antérieures et postérieures à la sécheresse, etc.).

Pour les décideurs, une question clé est de savoir si le pastoralisme offre l'investissement le plus rentable pour les zones arides d'Afrique de l'Est, notamment dans un contexte d'accélération des aléas climatiques en raison des changements climatiques mondiaux. Le défi consiste à rassembler suffisamment de preuves pour convaincre le gouvernement que c'est bien le cas. Le cadre VET proposé dans cet article entend contribuer à ce processus, qui doit désormais être appuyé par la conception d'une méthodologie appropriée et d'une série d'outils, puis par des recherches sur le terrain afin de rassembler les preuves des multiples contributions du pastoralisme aux économies locales et nationales.

Compte tenu de l'énorme déséquilibre qu'il y a entre les autorités et les communautés pastorales en termes de pouvoir, le développement d'un système perfectionné pour démontrer la valeur du pastoralisme doit s'accompagner d'un processus parallèle de renforcement des capacités des communautés pastorales pour leur apprendre à se servir des données afin d'appuyer leurs arguments économiques en faveur de leurs systèmes de conditions de vie. Une telle stratégie exige des groupes pastoraux qu'ils forgent de multiples partenariats avec différentes parties prenantes et à divers niveaux, y compris avec les secteurs auxquels le pastoralisme apporte une variété d'intrants souvent par le biais de marchés de réciprocité très imbriqués (par ex. agriculture, tourisme, conservation). Le développement de ce type d'alliances est vital pour qu'ils parviennent à acquérir le poids politique et économique requis pour garantir que le gouvernement adopte une meilleure appréciation de la valeur du pastoralisme afin d'améliorer ses politiques et la législation en sa faveur, et par là même, lutter contre la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les conflits dans les zones arides d'Afrique de l'Est.

Bibliographie

- Abel, N. & Blaikie, P. (1990) *Land degradation, stocking rates and conservation policies in the communal rangelands of Botswana and Zimbabwe*. Pastoral Development Network Paper 29a, Overseas Development Institute, Londres.
- Ackello-Ogutu, C. & Echessah, P. (1999) *Unrecorded Cross-Border Trade between Kenya and Uganda: Implications for Food Security*. AFR/SD and REDSO/ESA, Technical Paper No. 59, SD Publication Series.
- Aklilulu, Y. (2002) *An audit of the livestock marketing status in Kenya, Ethiopia and Sudan*. Community-based Animal Health and Participatory Epidemiology Unit, Bureau interafricain des ressources animales de l'union africain, 91 pp.
- Barrow, E. (1990) *Usufruct rights to trees: the role of Ekwar in dryland central Turkana, Kenya* in Human Ecology, Vol. 18, N°2, 1990.
- Bates, D. & Lee, S. (1977) The role of exchange in pastoral specialization. *American Anthropologist* 79: 41–82.
- Behnke, R.H. & Scoones, I. (1993) *Rethinking range ecology: Implications for rangeland management in Africa* in Range Ecology at disequilibrium, ed. R. Behnke, I. Scoones et C. Kerven, 1-30. Londres, Overseas Development Institute.
- Bonfigliani, A. (1992) *Pastoralists at a Crossroads: Survival and development issues in African pastoralism*. Projet UNICEF/UNSO pour les pasteurs nomades en Afrique.
- Clay, J., Dufey, A. & MacGregor, J. (2005) Leverage points for encouraging sustainable commodity production. In Lines, T. (ed.) *Agricultural commodities, trade and sustainable development*. Institut International pour l'Environnement et le Développement, Londres, Royaume-Uni.
- Conant, F.P. (1982) *Thorns paired, sharply recurved cultural controls and rangeland quality in East Africa*. In B. Spooner and H.S. Mann (eds). Desertification and development: Dryland ecology in social perspective. Academic Press, Londres. pp. 111–122.
- Coppock, D.L. (1992) *Ethiopian pastoral development*. National geographic research and exploration 8(3): 296–307.
- Crotty, R. (1980) *Cattle, Economics and Development*, Angleterre : Bureaux agricoles du Commonwealth, 127–129.
- Delgado, C., Rosegrant, M., Steinfeld, H., Ehui, S. & Courbois, C. (1999) "Livestock to 2020: The next food revolution". 2020 Vision Initiative Food, Agriculture and the Environment, Discussion Paper 28. International Food Policy Research Institute, Washington D.C.
- Evangelou, P. (1984) *Livestock development in Kenya's Maasailand*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Hendrickson, D., Mearns, R. & Armon, J. (1996) *Livestock Raiding Among the Pastoral Turkana of Kenya*. IDS Bulletin 27(3): 17–30.
- Hesse, C. & Odhiambo, M.O. (2006) *Strengthening pastoralists' voice in shaping policies for sustainable poverty reduction in ASAL regions of East Africa*. Papier présenté à la conférence régionale sur le pastoralisme et la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est, 27-28 juin, Nairobi, Kenya. ILRI.
- Hodgson, D. (1999) *Images and interventions: The problems of pastoralist development* in Anderson, D. and Broch-Due, V. ed. (1999) *The poor are not us. Poverty and pastoralism in East Africa*. James Currey, Oxford.



- Hodgson, D. ed. (2000) *Rethinking pastoralism in Africa. Gender, culture and the myth of the patriarchal pastoralist*. James Currey, Oxford.
- Homewood, K.M. (1993) *Livestock economy and ecology in El Kala, Algeria*. Pastoral Development Network paper no. 35a, Overseas Development Institute, 19 pp.
- Homewood, K.M. & Rodgers, W.A. (1984) Pastoralism and conservation. *Human Ecology* 12(4): 431–441.
- Homewood, K.M. & Rodgers, W.A. (1991) *Maasailand ecology*. Cambridge University Press.
- ILRI (2005) Smallholder dairy project. ILRI. 23 mai. <http://www.ilri.org/ILRIPubAware/ShowDetail.asp?CategoryID=TS&ProductReferenceNo=TS%5F050523%5F001>
- Kerven C. (1992) *Customary commerce: A historical reassessment of pastoral livestock marketing in Africa*. Overseas Development Institute, Agricultural Occasional Paper No. 15.
- Kinyamario, J.I. & Imbamba S.K. (1992) *Savanna at Nairobi National Park*, In: Long, S.P., M.B. Jones et M.J. Roberts. (Editors). Primary productivity of grass ecosystems of the tropics and sub-tropics. pp 25-69, Chapman et Hall, Royaume-Uni.
- Kohler-Rollefson, I. (2005) *Building an international legal framework on animal genetic resources*. League for Pastoral Peoples, Forum des ONG allemandes sur l'environnement et le développement. 29 pp.
- Lane, C. (1996) *Pastures lost: Barabaig economy, resource tenure and the alienation of their land in Tanzania*. Initiatives Publishers, Nairobi.
- Lane, C. & Moorehead, R. (1994) *Who should own the range? New thinking on pastoral resource tenure in drylands Africa*. Pastoral Land Tenure Series N°3, IIED, Londres.
- Leach, M. & Mearns, R. eds. (1996) *The lie of the land: challenging received wisdom on the African environment*. Oxford et Portsmouth: The International African Institute avec le concours de James Currey et Heinemann.
- Letara, J. (2006) *The economics of the Nyama choma business in the city of Arusha, Tanzanie*. RECONCILE/IIED, à paraître.
- MacGregor, J., Roe, D. & Bond, I. (2005) *Natural resources and pro-poor growth*. Papier préparé pour PEP, 10 pp.
- Madulu, N.F. & Liwenga, E. (2004) *Economics of pastoralism in East Africa: Tanzania component*. Rapport non publié, Septembre 2004. RECONCILE/IIED.
- Markakis, J. (2004) *Pastoralism on the margin*. Minority Rights Group International, Londres.
- Meyer, R.L., Graham, D.H. & Cuevas, C.E. (1992) *A Review of the Literature on Financial Markets and Agribusiness Development in Sub-Saharan Africa: Lessons Learned and Suggestions for an Analytical Agenda*. Rural Finance Program, Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Ohio State University, Columbus.
- Ministry of Water and Livestock Development Report (2001): Cité dans République unie de Tanzanie (2002): Tanzania Mainland-Basic Data Agricultural Sector 1994/95 – 2000/2001. Statistic Unit, Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire.
- Mizutani, F., Muthiani, E., Kristjanson, P. & Recke, H. (2005) *Impact and Value of Wildlife in Pastoral Livestock Production Systems in Kenya: Possibilities for Healthy Ecosystem Conservation and Livestock Development for the Poor*. In Osofsky, S.A., Cleaveland, S., Karesh, W.B., Kock, M.D., Nyhus, P.J., Starr, L., et A. Yang, (eds.). Conservation and Development Interventions at the Wildlife/Livestock Interface: Implications for

- Wildlife, Livestock and Human Health. UICN, Gland, Suisse et Cambridge, UK. xxxiii et 220 pp.
- Muhereza, F.E. (2004) *The economic contribution of pastoralism in Uganda: an assessment*. Rapport non publié, Septembre 2004. RECONCILE/IIED.
- Naveh, Z. & Kutiel, P. (1990) *Changes in the Mediterranean vegetation of Israel in response to human habitation and land use*. Pages 259-299 in Woodwell, G. M. (Editor). *The earth in Transition: pattern and process of biotic impoverishment*. Cambridge University Press.
- NCAA (1996) *Ngorongoro Conservation Area General management Plan*. Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme, Tanzanie.
- NCAA (2005) *Ngorongoro Conservation Area Draft Management Plan 2005-15*. Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme, Tanzanie.
- Nyariki, D.M. (2004) *The contribution of pastoralism to the local and national economies in Kenya*. Rapport non publié, Avril 2004. RECONCILE/IIED.
- Nyariki, D.M. & Munei, K. (1993) *Economic factors affecting the level of beef production from ranching: An example of Kenya's cattle sector*. *East African Agricultural and Forestry Journal* 59(2): 163-170.
- Nyariki, D.M. & Wiggins, S. (1999) *Livestock as capital and a tool for ex-ante and ex-post management of food insecurity in semi-traditional agropastoral societies: An example from south-east Kenya*. *Journal of Social Sciences* 3(3): 117-126.
- OAU/IBAR (sans date) *Africa needs animals*. Policy Briefing paper N° 1, Nairobi.
- OAU/IBAR (sans date) *The livestock revolution and opportunities for Africa*. Policy Briefing paper N° 2, Nairobi.
- Oba, G. (1992) *Ecological Factors in Land Use Conflicts, Land Administration and Food Insecurity in Turkana, Kenya*. Overseas Development Institute, Pastoral Development Network Paper no. 33a.
- Potkanski, T. (1997) *Pastoral economy, property rights and traditional mutual assistance mechanisms among the Ngorongoro and salei Maasai of Tanzania*. Pastoral Land tenure Series Monograph 2, IIED.
- République du Kenya (2005) *Draft National Policy for the Sustainable Development of Arid and Semi-Arid lands of Kenya*.
- République de l'Ouganda (2002a) *Investing in Uganda's Milk Industry*. République de l'Ouganda, Kampala. <http://www.ugandainvest.com/Dairy.PDF#search=%22Republic%20of%20Uganda%20%2Bpastoralism%20%2Bexport%22>
- République de l'Ouganda (2002b) *Uganda, Challenges and Prospects for Poverty Reduction in Northern Uganda*, République de l'Ouganda, Kampala, Ministère des Finances, du Plan et du Développement économique.
- République de l'Ouganda (2005) *Plan for Modernisation of Agriculture: eradication poverty in Uganda*. République de l'Ouganda, Kampala.
- République unie de Tanzanie (2001) *Rural Development Strategy*, Cabinet du Premier Ministre, Dar es Salaam.
- Sabiiti, E.N., Wein, R.W. & Edroma, E.L. (1991) *Fire and browsing effects on the biology of East African Acacia species*. In: IB Kayanja and EL Edroma (eds) *African Wildlife Research and Management Proc. Symposium international 8-12 Dec. 1986*, Kampala, Ouganda.

- Sandford, S. (1983) *Management of pastoral development in the Third World*. Chichester, Wiley.
- Scoones, I. ed (1995) *Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa*. Intermediate Technology Publications, Londres.
- Scoones, I. & Wolmer, W. (2006) *Livestock, diseases, trade and markets: Policy choices for the livestock sector in Africa*. Working Paper 269, IDS, Royaume-Uni.
- Skees, J.R. & Enkh-Amgalan, A. (2001) *Examining the Feasibility of Livestock Insurance in Mongolia*. Banque mondiale.
- Thébaud, B. (2002) *Foncier Pastoral et Gestion de l'Espace au Sahel. Peuls du Niger Oriental et du Yagha Burkinabé*, Paris, Karthala.
- Thébaud, B. (2004) *Le pastoralisme au Sahel. Module d'animation et de formation*. ARED/IIED.
- Trollope W.S.W. & Trollope L.A. (2002) *Fire behaviour a key factor in the fire ecology of African grasslands and savannas*, In: Forest fire research and wildland fire safety. Millpress, Rotterdam.
- UBOS (2003) 2002 Population and Housing Census- Main Report. Ugandan Bureau of Statistics, Kampala. <http://www.ubos.org>
- Uganda Investment Authority (2003) Private sector investment survey. UIA. <http://www.ugandainvest.com>
- Verdière de, C.P. (1995) *Les conséquences de la sédentarisation de l'élevage au Sahel. Etude comparée de trois systèmes agropastoraux dans la région de Filangué, Niger*. Thèse de doctorat présentée à l'Institut National de Recherches Agronomiques, Paris-Grignon.
- Walker et al. (1981) *Stability of semi-arid savanna grazing systems*. Journal of Ecology, 69, 473-498.
- World Bank (2005) World Development Indicators, Banque mondiale.
- World Tourism Organisation (2005) *Tourism Market Trends, 2005*. Organisation mondiale du tourisme, <http://www.world-tourism.org>
- WTTC (2005ab) *World travel and tourism sowing the seeds of growth*. World Travel and Tourism Council, 44 pp. <http://www.wttc.org/2005tsa/pdf/World.pdf>
- WTTC (2005b) Travel and Tourism. World Travel and Tourism Council. 148 pp.
- Zaal, F. (1998) Pastoralism in a golden age. PhD thesis, Universiteit van Amsterdam. 289 pp.
- Zander, K. (2005) Modelling the Value of the Borana cattle in Ethiopia – An Approach to Justify its Conservation. FEEM, Italy. <http://www.feem-web.it/ess05/files/Zander.pdf>

Sites Web

- <http://devdata.worldbank.org/wdi2005/Tables4.htm>
- <http://www.tanzania.go.tz/livestock.html>
- http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/livelihoods/landrights/downloads/afd_lrs_5_pastoral_issues_for_nlp_uganda.pdf
- <http://www.iss.co.za/AF/profiles/Uganda/Economy.html>
- <http://www.cbs.go.ke> (Central Bureau Statistics, Kenya)

Abonnement aux *Dossiers des Zones Arides et à Haramata*

Les *Dossiers des Zones Arides et Haramata* sont publiés en français et en anglais deux fois par an. Trois ou quatre *Dossiers* accompagnent chaque numéro de *Haramata*. Un abonnement gratuit est disponible pour les individus et les organisations souhaitant recevoir ces publications régulièrement. Pour davantage d'information ou pour vous abonner, vous pouvez contacter : Programme Zones Arides, IIED, 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, Royaume-Uni.
Email : drylands@iied.org
Tél : +44 (0)20 7388 2117.
Fax : +44 (0)20 7388 2826.
Vous pouvez également télécharger ces publications en vous rendant sur notre site Web à www.iied.org/NR/drylands/haramata.html

Autres publications de l'IIED

Pour obtenir d'anciens numéros des *Dossiers* ou des informations sur les autres publications de l'IIED, veuillez contacter : Earthprint Limited, Orders Department, PO Box 119, Stevenage, Hertfordshire SG1 4TP, Royaume-Uni.
Fax: +44 (0)1438 748844.
Email : orders@earthprint.co.uk

Une base de données des publications de l'IIED, munie d'un moteur de recherche, est disponible à : www.iied.org/bookshop/index.html

Dossiers des Zones Arides

- 143 Femmes sans terre, femmes sans repères ? Genre, foncier et décentralisation au Niger
Marthe Diarra et Marie Monimart – 2006
- 142 Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides ? Développement d'un cadre économique pour l'évaluation du pastoralisme en Afrique de l'Est
Ced Hesse et James MacGregor – 2006
- 141 Conflits entre agriculteurs et éleveurs au nord-ouest du Mali
Sabrina Beeler – 2006
- 140 Ambivalence et contradiction. Examen du cadre politique tanzanien vis-à-vis du pastoralisme
A. Z. Mattee et M. Shem – 2006
- 139 Droits fonciers et accès à l'eau au Sahel. Défis et perspectives pour l'agriculture et l'élevage
Sous la direction de Lorenzo Cotula – 2006
- 138 Accès à la terre et sécurisation des nouveaux acteurs autour du lac Bazèga (Burkina Faso)
Sayouba Ouédraogo – 2006
- 137 Les leçons tirées du travail de gestion des conflits dans l'ensemble Karimojong
Richard Grahm – 2005
- 136 Le foncier en Afrique : Actif marchand ou moyen de subsistance sûr ?
IIED/NRI/Royal African Society – 2005
- 135 Décentralisation et participation citoyenne. Evaluation participative de la décentralisation et amélioration de la transparence budgétaire
Bara Guèye – 2005
- 134 Portraits de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Su Fei Tan et Bara Guèye (eds) – 2005
- 133 Exploitations familiales et entreprises agricoles dans la zone des Niayes au Sénégal
Oussouby Touré et Sidy Mohamed Seck – 2005
- 132 Du labeur au labour : Liens entre les remises de fonds internationales et l'accès au foncier en Afrique de l'Ouest
Lorenzo Cotula et Camilla Toulmin (eds) – 2004
- 131 L'évolution et les répercussions de l'écotourisme de type communautaire dans le nord de la Tanzanie
Fred Nelson – 2004
- 130 Mythes et réalités de la gouvernance locale : l'expérience de la commune rurale de Sanankoroba, Mali
Moussa Djiré – 2004
- 129 De la colonisation du vide à la concertation sur le plein : Réglementation de l'exploitation d'une zone pastorale à Samorogouan, Burkina Faso
Joost Nelen, Nata Traoré, Moumouni Ouattara – 2004
- 128 Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ?
Marthe Doka et Marie Monimart – 2004
- 127 La mise en place de la décentralisation au Mali : cas de deux communes rurales
Amadi Coulibaly et Thea Hilhorst – 2004
- 126 Impact des lois pastorales sur la gestion équitable et durable des ressources naturelles en Guinée
Oussouby Touré – 2004
- 125 Médiation dans un cadre en mutation : Victoires et défaites dans la gestion des conflits liés aux ressources naturelles dans le sud-ouest du Burkina
Maria Brockhaus, Tanja Pickardt, Barbara Rischkowsky – 2003
- 124 Micro-politiques foncières dans trois villages de la province du Bam au Burkina Faso : Stratégies locales d'échange de terres
Volker Stamm, Jean-Pierre W. Sawadogo, Saidou Robert Ouédraogo, Denis Ouédraogo – 2003

- 123 Transformations de l'agriculture ouest-africaine et rôle des exploitations familiales
Camilla Toulmin et Bara Guéye – 2003
- 122 Plans fonciers ruraux : Conditions de pertinence des systèmes d'identification et d'enregistrement des droits coutumiers
Jean-Pierre Chauveau – 2003
- 121 Les droits de pêche en plaine inondée dans le Gwendégou (Pays winye, centre-ouest du Burkina Faso)
Jean-Pierre Jacob – 2003
- 120 Régime foncier communautaire. La nouvelle loi sur le foncier villageois de 1999 en Tanzanie. Questions et réponses
Liz Alden Wily – 2003
- 119 L'avenir des exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. Que peut-on apprendre des données à long terme ?
Michael Mortimore – 2003
- 118 Les nouveaux acteurs et la promotion des activités agro-sylvo-pastorales dans le sud du Burkina Faso : Faux départ ou inexpérience ?
Moussa Ouédraogo – 2003
- 117 Sécuriser les transactions foncières dans l'ouest du Burkina Faso
Paul Mathieu, Philippe Lavigne Delville, Hubert Ouédraogo, Mahamadou Zongo et Lacinan Paré – 2003
- 116 "Genre" et gestion des conflits relatifs aux ressources naturelles à Niore du Sahel, au Mali
Lucy Hamilton et Aly Dama – 2003
- 115 Gestion des ressources naturelles et politique foncière dans les pays en voie de développement : Leçons apprises et nouveaux défis pour la Banque Mondiale
John W. Bruce et Robin Mearns – 2002
- 114 'S'approprier de l'avenir' : La création d'institutions pastorales dans le Nord du Kenya
Isobel Birch et Halima A.O. Shuria – 2002
- 113 Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ?
Jean-François Bélières, Pierre-Marie Bosc, Guy Faure, Stéphane Fournier, Bruno Losch – 2002
- 112 Le foncier dans les politiques de développement au Burkina Faso : enjeux et stratégies
Moussa Ouédraogo – 2002
- 111 Parcs au-delà des Parcs : Ecotourisme communautaire ou nouveau revers pour les pasteurs massais au Kenya ?
Marcel Rutten – 2002
- 110 Les zones où il n'existent pas de données : approches participatives en d'épidémiologie vétérinaire dans les zones pastorales de la Corne de l'Afrique
Andy Catley et Jeffrey Mariner – 2002
- 109 Profil d'évolution de l'environnement dans le Bassin du lac Manyara, Tanzanie
Rick Rohde et Thea Hilhorst – 2001
- 108 Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décision
La Commission mondiale des barrages – 2001
- 107 Sécurisation des droits fonciers délégués en Afrique de l'Ouest
P. Lavigne-Delville, C. Toulmin, J-P. Colin, J-P. Chauveau – 2001
- 106 Développement local et gestion communautaire des forêts : expérience au Mali
Intercoopération – 2001
- 105 Partenariat entre la municipalité et la société civile : exemple de la gestion des déchets urbains à Bamako
Modibo Kéita – 2001
- 104 Historique de la gestion forestière en Afrique de l'Ouest. Ou : comment la 'science' exclut les paysans
Jesse Ribot – 2001
- 103 Renforcement des droits d'exploitation liés aux ressources locales
Tenna Shitarek, Sintayehu Manaye et Berihun Abebe – 2001
- 102 Terroirs d'attache des pasteurs au Niger
Roland Hammel – 2001
- 101 Le Sahel : Une dégradation des terres exagérée, un potentiel paysan sous-estimé
Valentina Mazzucato et David Niemeijer – 2001
- 100 Régimes fonciers en Afrique : Remise en cause des hypothèses de base
Christian Lund – 2000
- 99 Vers une gestion démocratique des forêts en Afrique orientale et australe
Liz Alden Wily – 2000
- 98 Elaboration d'un Code local pour la gestion des ressources naturelles : le cas de la province du Bam au Burkina Faso
Sabine Dorlöchter-Sulser, Karl P. Kirsch-Jung et Martin Sulser – 2000
- 97 Pérénnité et diversité: Stratégies des foyers en milieu rural au Mali
IER, IDS et IIED – 2000
- 96 Réforme foncière au Nord et au Sud
Camilla Toulmin et Simon Pepper – 2000
- 95 La question foncière en Côte d'Ivoire. Ou : Comment remettre à zéro le compteur de l'histoire
Jean-Pierre Chauveau – 2000
- 94 Gestion commune des ressources naturelles : vers un renforcement des capacités locales
Bernard Bonnet – 2000
- 93 Fleuve Sénégal : gestion de la crue et avenir de la Vallée
Adrian Adams – 2000
- 92 Sécuriser les droits fonciers pour combattre la désertification : le cas du nord Togo
Alinon Koffi Olulumazo – 2000
- 91 Plan Foncier Rural en Côte d'Ivoire : une approche novatrice
Volker Stamm – 2000

- 90 La gestion communautaire des ressources naturelles en Namibie
Brian T.B. Jones – 1999
- 89 La gestion communautaire des forêts au Zimbabwe
Yemi Katerere, Emmanuel Guveya et Kay Muir – 1999
- 88 La longue saison sèche : interaction agriculture-élevage dans le sud du Mali
Joshua Ramisch – 1999
- 87 Ou va la participation ? Expériences de l'Afrique de l'Ouest francophone
Mamadou Bara Guèye – 1999
- 86 Comment articuler législation nationale et droits fonciers locaux : expériences en Afrique de l'Ouest francophone
Philippe Lavigne Delville – 1999
- 85 Régimes fonciers et pastoralisme dans les zones agricoles en expansion : Soudan et Corne de l'Afrique
Salah Shazali, Abdel Ghaffar M.Ahmed – 1999
- 84 Mise en œuvre de la réforme foncière en Ouganda : les défis à venir
Eddie Nsamba-Gayiyi – 1999
- 83 Intégration des systèmes fonciers modernes et coutumiers : l'exemple de l'Ouganda
Rose Mwebaza – 1999
- 82 Réforme foncière en Afrique du Sud : le cas de la province du Cap
Lungisile Ntsebeza – 1999
- 81 La gestion décentralisée des ressources naturelles au Sahel : bilan et analyse
Mike Winter – 1998
- 80 Conflits et disettes : les razzias du Turkana au Kenya
Dylan Hendrickson, Jeremy Armon et Robin Mearns – 1998
- 79 Quels outils pour l'agriculture durable ? Analyse comparée des méthodes participatives
Irene Guijt et Laurens van Veldhuizen – 1998
- 78 Une convention locale pour la gestion participative de la brousse au Mali
Thea Hilhorst et Amadi Coulibaly – 1998
- 77 Conserver ou consommer ? Réflexion sur les mesures d'incitation pour une gestion durable des ressources naturelles
F. Zaal, M. Laman et C. M. Sourang – 1998
- 76 Les conflits fonciers et leur gestion dans la 5ème Région du Mali
Idrissa Maïga et Gouro Diallo – 1998
- 75 Limites de la planification de l'environnement dans un monde en cours d'ajustement structurel : le cas du Burkina Faso
Mike Speirs et Henrik Secher Marcussen – 1998
- 74 Associations locales de gestion des ressources naturelles du Kelka, Mali
Yacouba Dème – 1998
- 73 Les pasteurs nomades au Kenya : aspects humains et écologiques des Pokots de l'Est
Ute Reckers – 1997
- 72 La gestion des mares d'eau dans le département de Podor, Sénégal
Rosnert Ludovic Alissoutin – 1997
- 71 Histoire et évolution des régimes fonciers et de l'administration en Afrique occidentale
Michael Mortimore – 1997
- 70 Les conflits fonciers et le droit étatique, communautaire et local au Burkina Faso
Christian Lund – 1997
- 69 Le monde pastoral face au changement : schéma d'adaptation des Rabaris de Kutch, dans la région de Gujarat
Archana Choski et Caroline Dyer – 1996
- 68 Rôle des ONG dans la réforme des politiques de gestion des ressources naturelles au Burkina Faso
Souleymane Zeba – 1996
- 67 Techniques traditionnelles de conservation de l'eau et des sols en Afrique
Ian Scoones, Chris Reij et Camilla Toulmin – 1996
- 66 Le rôle des nomades et pasteurs transhumants dans la réhabilitation et la gestion de la plaine inondable de Logone, au nord Cameroun
Paul Scholte, Saidou Kari et Mark Moritz – 1996
- 65 Le développement agricole au Koweït
Sarah Al-Sayed Omar, Samira Al-Sayed Omar et Tareq Madouh – 1996
- 64 Migrations d'après sécheresse et innovations technologiques chez les pasteurs fulani du Sénégal
Kristine Juul – 1996
- 63 La conservation indigène des eaux et du sol dans le sud du Zimbabwe : techniques, évolution historique et récents développements dus à la recherche participative et à la vulgarisation
J. Hagmann et K. Muwira – 1996
- 62 Adaptations des pasteurs traditionnels au Projet du Canal du Rajasthan
Saurabh Sinha – 1996
- 61 Conflits de l'eau dans la vallée du fleuve Sénégal : implications d'un scénario "zéro inondation"
Salem Muneera-Murdock et Madiodio Niasse – 1996
- 60 Les effets de l'exode masculin sur la gestion des ressources naturelles par les femmes au Soudan
Mary Myers avec Rosalind David, Sarra Akrat et Amani Awad Hamid – 1995
- 59 L'appropriation privée en milieu rural : politiques foncières et pratiques locales au Burkina Faso
Armelle Faure – 1995
- 58 Planification participative en milieu pastoral : quelques expériences récentes
Anne Waters-Bayer, Wolfgang Bayer, Annette von Lossau – 1995



- 57 Foncier, dégradation des terres et désertification en Afrique : réflexions à partir de l'exemple du Sahel
Brigitte Thébaud – 1995
- 56 Convention de lutte contre la Désertification : orientations des activités des ONG
Camilla Toulmin – 1995
- 55 Vers une reconnaissance de l'efficacité pastorale traditionnelle : les leçons d'une expérience de pâturage contrôlé dans le nord du Sénégal
Brigitte Thébaud, Hermann Grell et Sabine Mieke – 1995
- 54 Démocratiser la vie politique locale de haut en bas : l'approche de gestion des terroirs au Burkina Faso
Lars Engberg Pedersen – 1995
- 53 Systèmes actuels de gestion des ressources naturelles : cas du foncier dans la communauté rurale de Gamaaji Saare au Sénégal
Awa Ka – 1994
- 52 La gestion des adaptations pastorales dans les collines de la Mer Rouge, au Soudan : défi et dilemmes
Leif Manger – 1994
- 51 La connaissance de la classification et gestion paysanne des terres : rôle dans l'orientation des actions de recherche et de développement
Salif Kanté et Toon Defoer – 1994
- 50 Femmes pastoralistes et gestion du bétail : exemples tirés du nord de l'Ouganda et du centre du Tchad
Hedwig Bruggeman – 1994
- 49 Conflits et alliances entre agriculteurs et éleveurs : le cas du Goll de Fandène
Mamadou Bara Guèye – 1994
- 48 Risques et incertitude dans les zones arides africaines : aspects sociaux de la désertification
Yvette D Evers – 1994
- 47 Environnement, croissance démographique et productivité au Kenya : le cas du district de Machakos
Mary Tiffen et Michael Mortimore – 1994
- 46 L'Etat et la gestion des pâturages : la création et l'érosion d'institutions pastorales au Mali
Trond Vedeld – 1993
- 45 Travail avec les organisations de base au Sénégal
Nohoune Lèye – 1993
- 44 En attendant le Code Rural : réflexions sur une réforme de la tenure foncière au Niger
Christian Lund – 1993
- 43 Pastoralisme, crise et transformation à Karamoja
Joe Oloka-Onyango, Gariyo Zie, Frank Muhereza – 1993
- 42 Lutter contre la désertification : réflexions préliminaires à une convention mondiale
Camilla Toulmin – 1993
- 41 Des "victimes de progrès" bien négligées : Les Gujars d'Uttar Pradesh
Shiraz Vira – 1993
- 40 Trouver la bonne voie : Lier les concepts à l'action afin d'améliorer l'utilisation des ressources dans le Sahel ouest-africain
Thomas M. Painter – 1993
- 39 Les rapports entre les instituts de recherche et les ONG dans le domaine de la conservation des eaux et des sols au Burkina Faso
P Lindskog et A Mando – 1992
- 38 Les bas-fonds des zones arides : ressources-clés pour la production agricole et pastorale en Afrique
Ian Scoones – 1992
- 37 La collaboration entre les organisations non-gouvernementales sénégalaises et le système national de recherche agricole : contraintes et perspectives
Mamadou Bara Guèye – 1992
- 36 L'herbe semble toujours plus verte de l'autre côté : étude des Raikas, pasteurs nomades du Rajasthan
Arun Agrawal – 1992
- 35 Des bois de villages à la gestion du terroir villageois en Afrique de l'Ouest
Ibrahima Guèye et Peter Laban – 1992
- 34 La dégradation et la réhabilitation des terres : rétrospective et prospective de la recherche en Afrique 1980-1990
Michael Stocking – 1992
- 33 Repenser l'écologie des parcours : Implications pour la gestion des terres de parcours en Afrique
R H Behnke et I Scoones – 1992
- 32 Pasteurs et planificateurs : connaissances locales et gestion des ressources dans la réserve de pâturages de Gidan Magajia, au Nigéria du Nord
M A Mohamed Salih – 1992
- 31 Pauvreté et environnement en Afrique : Que faire?
ENDA-Tiers Monde – 1991
- 30 La décentralisation de la gestion des ressources de propriété commune : étude de l'application au district de Nyaminyami du programme de gestion de la faune du Zimbabwe
J Murombedzi – 1991
- 29 Mbeguè : L'habile destruction d'une forêt sahélienne
K Schoonmaker
Freudenberger – 1991
- 28 Les femmes dans les sociétés pastorales d'Afrique orientale et occidentale
J Pointing et S Joekes – 1991
- 27 La récolte des céréales sauvages dans la région du Gourma au Mali
A Maiga, P N de Leeuw, L Diarra et P Hiernaux – 1991
- 26 Pastoralisme, conservation et développement dans la région du Grand Serengeti
M S Parkipuny – 1991
- 25 La coopération au développement et la crise du développement et de l'environnement
Kishore Saint – 1991
- 24 La réforme foncière et la restitution des droits aux paysans : quelques conditions de base pour inverser la dégradation écologique au Sahel
Keletigui A. Mariko – 1991

- | | |
|---|---|
| <p>23 Les techniques traditionnelles de conservation des eaux et des sols sur le plateau Dogon, Mali
<i>Armand Kassogué avec Jean Dolo et Tom Ponsioen</i> – 1990</p> <p>22 Ngaynaaka majji : la perte des pratiques pastorales dans le Ferlo, Nord Sénégal
<i>Oussouby Touré</i> – 1990</p> <p>21 Lutte contre la sécheresse : les stratégies paysannes et leurs répercussions politiques
<i>Dr N S Jodha</i> – 1990</p> <p>20 Le rôle des ONG et les besoins de développement de la Somalie dans les années 1990
<i>Abdi Ahmed Osman</i> – 1990</p> <p>19 Farmer-First : pour un développement durable des zones arides d'Afrique
<i>Camilla Toulmin et Robert Chambers</i> – 1990</p> <p>18 ACORD va-t-il exister dans les années 90 ?
<i>ACORD</i> – 1990</p> <p>17 La participation de la population dans les projets écologiques, dans les pays en voie de développement
<i>Carel Drijver</i> – 1990</p> <p>16 Programme d'écosystème des villages
<i>Anil Agarwal, Sunita Narain</i> – 1990</p> <p>15 Zooforé : ami ou ennemi des forêts: le point de vue d'un fils de paysan malien
<i>Youssef Sanogo</i> – 1990</p> <p>14 Le kit d'Informations sur le Sahel
<i>IUCN</i> – 1989</p> <p>13 La démographie du Sahel
<i>IUCN</i> – 1989</p> <p>12 Femmes et lutte contre la désertification
<i>Marie Monimart</i> – 1989</p> <p>11 Les orientations de Ségou : rencontre régionale de Ségou, Mali sur la gestion des terroirs sahéliens
<i>CILSS/Club du Sahel</i> – 1989</p> <p>10 La pluviométrie dans le Sahel
<i>IUCN</i> – 1989</p> <p>9 L'alimentation et la production agricole dans le Sahel
<i>IUCN</i> – 1989</p> | <p>8 Le pastoralisme en Afrique Orientale : A terrains communs, problèmes communs
<i>Charles Lane et Jeremy Swift</i> – 1989</p> <p>7 Participation populaire au développement
<i>CILSS</i> – 1989</p> <p>6 Fonds international pour le développement agricole : Programme Spécial pour les pays sub-sahariens d'Afrique affectés par la sécheresse et la désertification.
<i>IFAD</i> – 1989</p> <p>5 Vers une évaluation du succès remporté au cours des projets de gestion des ressources naturelles au Sahel
<i>Jamie Skinner</i> – 1989</p> <p>4 Prévention des sinistres dans les zones arides : une vue d'ensemble sur les efforts nationaux en Ethiopie et études de cas de la Société de la Croix Rouge Ethiopienne
<i>Costantinos Berhe</i> – 1989</p> <p>3 La foresterie participative. Séminaire national pour ONG maliennes – Ségou, Mali, 19-21 septembre 1988
<i>IIED</i> – 1988</p> <p>2 Une analyse de la désertification et dégradation des terres aux zones arides et semi-arides
<i>Andrew Warren et Clive Agnew</i> – 1988</p> <p>1 Le rôle des ONG indigènes dans la relance et le développement africains : les arguments en faveur de la coopération régionale et sous-régionale
<i>Kabiru Kinyanjui</i> – 1988</p> |
|---|---|



Recommandations pour la soumission d'articles dans la série des *Dossiers*

Tous nos lecteurs peuvent contribuer à la série des *Dossiers* des Zones Arides.

Contenu

Les *Dossiers*, publiés conjointement avec le bulletin *Haramata*, sont conçus pour vous aider à partager les résultats de vos recherches, votre expérience pratique en matière de développement ou vos idées conceptuelles sur des thèmes spécifiques ayant trait au développement des zones arides. Bien que la majorité de nos lecteurs soient basés en Afrique, nous encourageons également la soumission d'articles émanant d'autres zones arides. Tous les *Dossiers* sont publiés en français et en anglais afin de promouvoir l'échange d'informations entre chercheurs et praticiens du développement de pays francophones et anglophones.

Les *Dossiers* ne sont pas des publications académiques, mais doivent présenter des informations qui soient basées sur la recherche ou l'expérience pratique, et être accessibles à une audience non spécialisée.

Style

Les *Dossiers* doivent être courts, faciles à lire et bien structurés.

- Utilisez des phrases courtes et des paragraphes.
- Adoptez un langage simple.
- Utilisez la voix active.
- Utilisez une variété d'approches visuelles (texte, tableaux, encadrés, figures, photographies).
- Longueur : 7000 mots maximum (y compris les annexes éventuelles).

Processus éditorial

Veillez nous envoyer votre article en version électronique (format Word) ou en version papier si vous n'avez pas accès au courrier électronique, en français ou en anglais. Un comité éditorial examinera votre article ; il évaluera sa pertinence pour le développement des zones arides et vous enverra des commentaires écrits, y compris des suggestions sur les modifications nécessaires pour que l'article soit accepté pour publication. Il vous consultera pour toute modification éditoriale ultérieure. Une fois votre article accepté, il sera traduit dans l'autre langue (anglais ou français) et nous vous ferons parvenir la traduction pour vérification, si vous le souhaitez.

Nous aimons illustrer les *Dossiers* avec quelques photos, cartes, dessins ou même des dessins humoristiques. Si vous disposez d'illustrations, envoyez-les-nous séparément dans leur format d'origine (les photographies doivent par exemple être soumises en fichiers jpeg ou gif) et intégrez-les également au document Word. Cela nous permettra de les modifier et de garantir une bonne reproduction des illustrations à l'impression.

Vous pouvez également nous envoyer une idée de *Dossier*, plutôt qu'un document complet. Il peut s'agir de quelques idées présentées dans un email, que nous pourrions vous aider à élaborer pour en faire un article.

Veillez envoyer vos articles ou toute correspondance à :

Programme Zones Arides

IIED

3 Endsleigh Street

London WC1H 0DD

Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7388 2117

Fax : +44 (0)20 7388 2826

Email : drylands@iied.org

Améliorer les conditions de vie des populations des zones arides de l'Afrique : c'est là l'objectif du Programme Zones Arides de l'IIED.

Nos priorités consistent à :

- renforcer les capacités des populations locales à gérer leurs ressources de manière durable et équitable ;
- promouvoir des politiques et institutions qui garantissent des processus de prise de décisions participatifs ;
- intervenir dans des processus internationaux qui favorisent les besoins des populations des zones arides.

Avec différents partenaires d'Afrique et d'Europe, nous menons des recherches sur des thèmes politiques clés concernant directement les populations pauvres, et nous encourageons un dialogue informé sur ces thèmes. Notre travail englobe un large éventail de domaines, allant du foncier et de l'accès équitable aux ressources naturelles à l'avenir des exploitations familiales dans un contexte de mondialisation ; du développement pastoral et de la gestion des ressources naturelles communes à la gestion des ressources transnationales ; de la bonne gouvernance et de l'inclusion sociale aux liens entre les sphères rurale et urbaine ; de l'alphabétisation et de la participation démocratique à l'intégration régionale et aux migrations internationales.

Ces Dossiers constituent un forum d'échange pour les praticiens du développement et les décideurs politiques, leur permettant de partager leurs idées et expériences relatives aux problématiques de développement affectant les populations des zones arides.

Les Dossiers sont publiés en français et en anglais. Ils peuvent être téléchargés sur notre site web à www.iied.org/NR/drylands/haramata.html

Institut International pour l'Environnement et le Développement
3 Endsleigh Street
Londres WC1H 0DD
Royaume-Uni

Tél : (+44 20) 7388 2117
Fax : (+44 20) 7388 2826
Email : drylands@iied.org
Site web : www.iied.org

